ISSN 0024-7650

M 6189 - 1016 - 6,00 F
3796189006007 10160

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 016 - 21 novembre 1987 - prix : 6 F

lutte ouvrière

LONDRES OU PARIS LES RESPONSABLES DES ECONOMIES SUR LES SERVICES PUBLICS SONT DES ASSASSINS !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Londres ou Paris

LES RESPONSABLES DES ÉCONOMIES SUR LES SERVICES PUBLICS SONT DES ASSASSINS

L'incendie dans le métro de Londres n'est un accident que parce que les autorités le baptisent ainsi. En réalité, c'est un meurtre. Oh, pas un meurtre prémédité, calculé, comme le serait un attentat à la bombe. Mais, sur le plan de la morale, cela ne vaut guère mieux.

Car il y a des gens, cultivés, intelligents, exerçant de hautes responsabilités, qui ont pris, consciemment, délibérément, le risque de faire circuler, tous les jours, des centaines de milliers de voyageurs, pour la plupart d'ailleurs des travailleurs, au travers d'installations aussi dangereuses que vétustes.

Dangereuses, elles le seraient déjà, si elles étaient correctement entretenues. Mais elles ne l'étaient pas, par souci d'économie.

Parce que, là-dessus, sur la vie des travailleurs, des usagers, on fait des économies, dans les usines, dans les mines, et dans le métro aussi.

★ ★ ★

A notre époque, les milliards s'envolent en fumée à la Bourse, parce que la bourgeoisie a trop d'argent et qu'elle ne sait qu'en faire d'autre que spéculer.

Or il suffirait d'une toute petite partie de ces sommes pour entretenir correctement les services publics.

Mais Mme Thatcher et son gouvernement, tout comme les Travaillistes qui l'ont précédée d'ailleurs, ont fait, et font, des économies. L'argent de l'Etat est réservé à la bourgeoisie. Et les économies, c'est sur le dos des usagers qu'on les fait.

En France, c'est exactement la même chose. Parce que, dans le métro parisien, il y a aussi et encore, tout comme dans le métro de Londres, des escalators en bois, des escalators aussi inflammables à Paris qu'à Londres. Il y a aussi et encore des parties entières du réseau mal entretenues et dangereuses.

Et pas seulement dans le métro : on annonce plus de huit mille suppressions d'emplois pour 1988 à la SNCF, et cela pour la sixième année consécutive. Cela fait près de cent vingt mille suppressions d'emplois depuis 1978. Le gouvernement de gauche, à part un coup d'arrêt momentané avec le ministre communiste des Transports Fiterman, n'y a rien changé.

Ces emplois étaient-ils vraiment en trop ? Non. Les emplois tout à fait indispensables au fonctionnement, on ne les supprime pas. Par contre, c'est l'entretien qui se fait moins, moins souvent, voire plus du tout. L'entretien des voies, l'entretien des machines, l'entretien des tunnels.

Et un jour, quand il y a un accident, on dit hypocritement : «Ah, c'est un accident imprévisible».

★ ★ ★

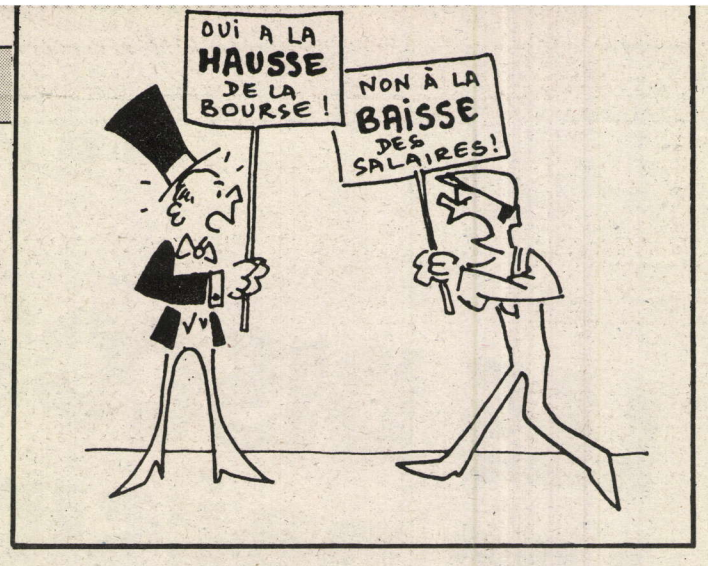
Et tout cela, parce que, dans ce régime, que les gouvernements soient de gauche ou qu'ils soient de droite, on dit à la bourgeoisie : «Enrichissez-vous !». Enrichissez-vous, en diminuant les salaires lorsque vous pouvez, et l'Etat enrichit encore la bourgeoisie par ses aides et ses subventions.

Tant pis pour les transports publics, les hôpitaux, l'enseignement.

Cela ne fait pas toujours des morts. Mais cela se paie toujours.

Alors, oui, les morts, les disparus, les brûlés vifs, les hommes et les femmes abominablement blessés du métro de Londres ont été assassinés.

Assassinés par les gens qui nous gouvernent... et qui sont les mêmes, ou tellement semblables, à Londres et à Paris.



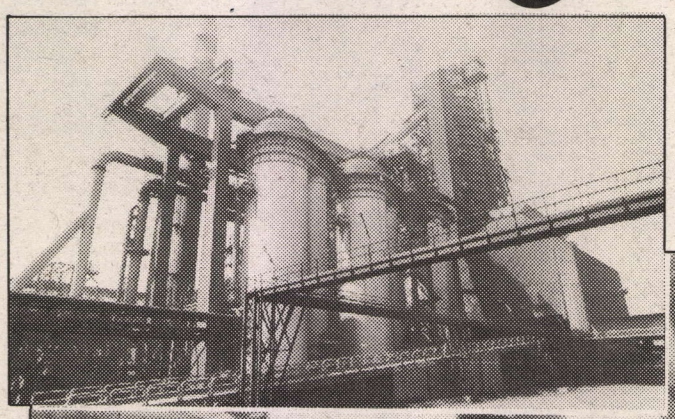
Bourses en crise

LE MAL QUI RONGE LE MONDE C'EST LE CAPITAL FINANCIER

"Mardi noir" le 10 novembre à la Bourse de Paris, remontée les jours suivants, baisse le mardi 17, nouvelle baisse le lendemain à l'annonce du déficit du commerce extérieur français, mouvements de yoyo à Wall Street, hausses suivies de rechutes à la Bourse de Tokyo... Tel était l'état de santé des Bourses du monde, quatre semaines après le "lundi noir" du 19 octobre qui a ouvert la crise boursière. Les mouvements désordonnés des capitaux, les paris contradictoires des spéculateurs, les hésitations des financiers, les déclarations confuses des gouvernants ont pour résultat l'étrange mouvement en dents-de-scie de ces indices, du "Dow Jones" de New York au "Nikkeï" de la Bourse de Tokyo, qui sont censés mesurer, sinon la santé économique du monde, du moins l'humeur des capitalistes.

Une des échéances était, le 20 novembre, l'accord attendu entre le président Reagan et le Congrès des Etats-Unis sur une réduction du déficit budgétaire américain. La tendance de Reagan à se prendre les pieds dans les chiffres n'arrangeait pas les choses. C'est ainsi qu'après avoir annoncé que cette réduction serait de 40 milliards de dollars par an pendant deux ans, ce qui a fait monter les Bourses, il a ensuite déclaré tout aussi sereinement qu'elle serait de 23 milliards, ce qui les a fait baisser...

L'humeur des boursiers est décidément versatile au point de dépendre de quelques propos d'un président qui ne sait visiblement pas ce qu'il dit, ou de l'interprétation de tel ou tel propos d'un ministre des Finances... Si l'on en est là, il faut alors s'attendre encore à bien des mouvements en tous sens des valeurs boursières.



Il n'y a peut-être pas loin de la crise boursière à la diminution de la production (AFP).

On en est là du côté des spéculateurs et des financiers. Mais le problème, pour les travailleurs, eux, c'est l'incidence que tout ceci peut avoir dans la crise économique mondiale, et par conséquent sur leurs conditions de vie.

La crise boursière n'est qu'un symptôme, un de plus, de cette crise qui a été, tour à tour, crise monétaire, crise pétrolière, crise financière et qui va peut-être déboucher sur un recul généralisé de la production.

Les canaux financiers du monde capitaliste sont engorgés, depuis quinze ans, par ces "capitaux flottants" qui errent d'une place à l'autre en quête de profits rémunérateurs. Depuis le début des années soixante-dix, ils ne misent plus sur une extension du marché et donc de la production. Mais ils veulent quand même leurs profits. Ils en ont trouvé, pour un temps, en s'investissant dans les prêts bancaires aux pays du Tiers Monde. Puis, cette source de profits s'épuisant, ils se sont investis dans les Bourses. Le chômage, la baisse des salaires dans les pays industriels permettaient de tirer des profits accrus d'une production industrielle qui n'augmentait pas. Le cours des actions s'est mis à monter et la spéculation internationale en a largement profité.

Mais les boursiers disent, paraît-il, dans leur curieux langage, que *"les arbres ne montent pas jusqu'au ciel"*. La montée des cours des actions a nécessairement une limite. Celle-ci est maintenant atteinte et les spéculateurs internationaux ne savent plus à quel saint se vouer. Les propos de tel ou tel ministre laissent-il présager une hausse ou une baisse des taux d'intérêt, une dévaluation de telle ou telle monnaie, que les capitaux se précipitent sur la source de profits réelle ou supposée, quitte à refluer en désordre quelques jours plus tard.

Les possesseurs de capitaux ont besoin d'être rassurés sur leurs profits à venir. Les gouvernants font ce qu'ils peuvent pour répondre à cette attente. Mais ils ne peuvent pas grand-chose. Si Reagan et le Congrès parviennent à se mettre d'accord pour réduire le déficit du budget de l'Etat américain, cela suffira-t-il, comme disent les journaux, à *"rassurer les marchés"*, si même c'est le cas finalement ? Dans leurs tentatives de rassurer les capitalistes, les Etats n'ont que le choix de tomber d'un gouffre dans un autre.

Tout se passe comme si les capitalistes étaient d'ores et déjà persuadés qu'on va, de toute façon, vers un recul de la consommation et de la production, vers la "récession". Et l'incertitude aidant, tout laisse penser que les capitaux iront moins que jamais s'investir dans la production, ce qui accentuerait encore le tournant vers la crise.

Le problème des capitalistes, ce sera de continuer, malgré cette crise, à engranger des profits. Le problème des gouvernements, ce sera de trouver de nouveaux expédients pour le leur permettre. Mais tout cela ne pourra se faire, d'une façon ou d'une autre, qu'aux dépens des travailleurs, sur lesquels la pression du capital risque de devenir insupportable.

Réorganiser l'économie mondiale, rien n'est plus urgent, la crise actuelle le montre. Mais, il faut d'abord pour cela la débarrasser de ce chancre qu'est le capital financier dont la soif de profits épuise la planète, avant qu'il ne la précipite dans des catastrophes dont la crise de 1929 et la Seconde Guerre mondiale ne donnent peut-être qu'une vague idée. □

André FRYS

La prochaine réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

aura lieu le

VENDREDI 11 DÉCEMBRE à 20 h 30

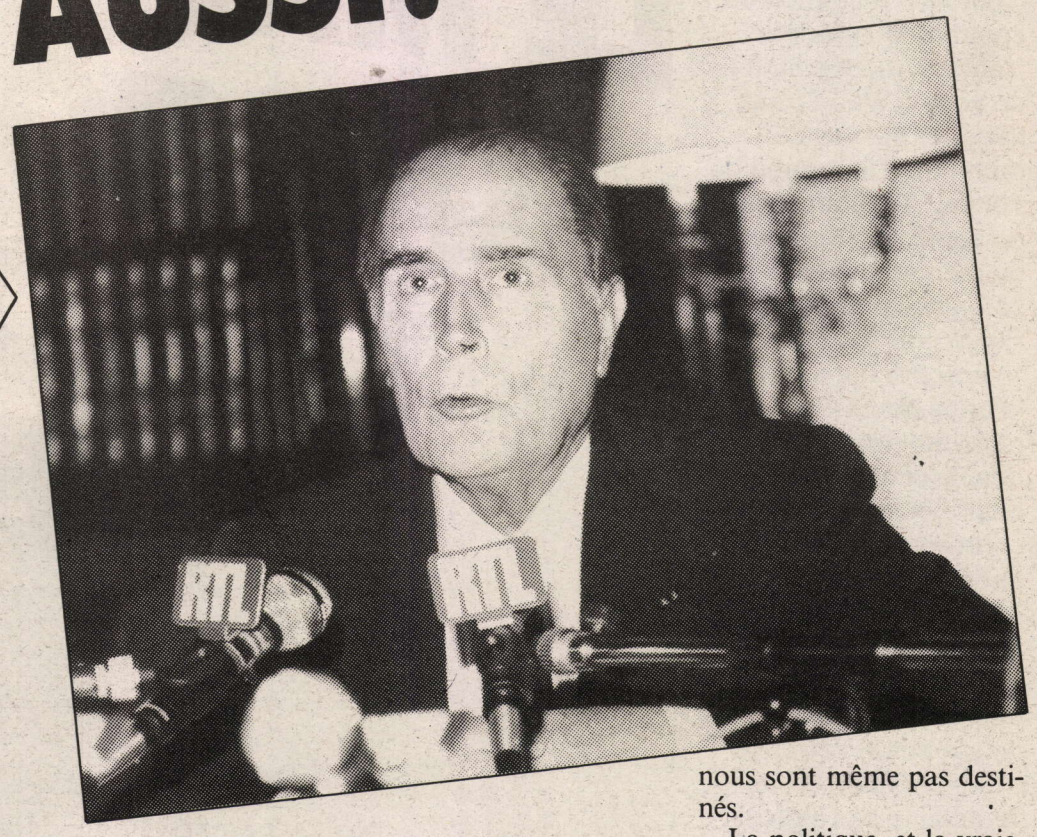
Salle de la MUTUALITE

24, rue Saint-Victor à Paris 5e

et sera consacrée à :

LA CRISE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

LES DISCOURS SE RESSEMBLENT, LES PRÉSIDENTS AUSSI!



Mitterrand à la radio lundi dernier (AFP).

Il a parlé longtemps, une heure et demie, à la radio, lundi soir, le président de la République.

Pour dire quoi ? Aux travailleurs, rien. En vérité ça n'était guère à eux qu'il s'adressait. De toute façon, à 18 heures, la plupart des travailleurs n'étaient même pas rentrés chez eux. Et puis ça fait beau temps qu'en cette période de crise, de chômage, de bas salaires, ceux qui nous gouvernent n'ont plus rien à dire aux travailleurs.

Alors, en une heure et demie, il a parlé de lui, Mitterrand. Une demi-heure d'abord sur « l'affaire Luchaire » et les ventes d'armes à l'Iran, pour dire que lui, le président de la République, il n'était pas vraiment informé. C'est qu'on peut être président de la République, mais pas trop curieux sur les sales affaires de la République... Ça fait partie de la conception de Mitterrand du métier de chef d'Etat ! A se demander à quoi ils servent, les chefs d'Etat...

Mais tout de même, ces ventes d'armes, lui, un président socialiste, n'avait-il pas dit, avant 1981, qu'il était contre ? Ne s'indignait-il pas alors de ce que la France soit le troisième exportateur d'engins de mort dans le monde ?

C'est vrai, a répondu Mitterrand. Mais, une fois au pouvoir, il a changé d'avis sur bien d'autres choses, mais cela il ne l'a pas dit. C'est sous le gouvernement de gauche que les salaires ont commencé à être bloqués et les lois sociales amputées, il ne l'a pas rappelé et c'est pourtant vrai. Voilà la leçon de « morale politique » qu'a donnée hier Mitterrand.

Quant aux scandales et aux affaires, à quelques mois des prochaines élections présidentielles, Mitterrand veut quand même *« en finir avec cette boue »*, a-t-il dit. Il propose que l'Assemblée nationale vote une loi sur la réglementation du financement des partis politiques et sur le contrôle du patrimoine des élus qui détiennent les plus hautes fonctions.

Pourquoi donc n'a-t-il pas fait voter une telle loi quand la gauche était majoritaire ?

Pendant l'heure suivante, mis à part son âge et son appréciation de la *« boue »* Mitterrand a évoqué, en trente secondes, la *« justice sociale »* à propos de ceux qui avaient perdu leur mise lors du krach boursier ! Il a évoqué des *« mesures sociales »* qui *« puissent compenser les injustices du sort »*, à la corbeille de la Bourse !

Mais l'injustice sociale qui pèse sur les travailleurs, eux qui supportent depuis des années tout le poids de la crise économique, pas un mot ! La seule préoccupation de Mitterrand, c'est qu'on aide encore les entreprises françaises pour qu'elles supportent mieux *« la concurrence mondiale »* : ce qui veut dire, encore et toujours, des sacrifices supplémentaires pour les travailleurs pour que tous les riches, aidés par l'Etat, faute d'investir leurs bénéfices dans la production, faute même désormais de les miser en Bourse quand les cours baissent, puissent s'offrir par exemple *les Iris* de Van Gogh pour 320 millions de francs nouveaux !

Non, vraiment, tous ces mensonges, que nous servent ces politiciens qui s'envoient leurs scandales à la tête en vue des élections, ne nous concernent pas et ne nous sont même pas destinés.

La politique, et la vraie, comme la justice sociale, ce sont les travailleurs qui devront s'en charger en renvoyant tous les hommes de la bourgeoisie qui nous gouvernent, qu'ils soient de droite ou de gauche, à la boue qui est la leur.

Editorial
des bulletins
d'entreprises
du lundi
16 novembre

Delors, Premier ministre de Barre ?

RETOUR AUX SOURCES

La presse a abondamment commenté la déclaration de Jacques Delors, l'ancien ministre socialiste des Finances et de l'Economie, selon laquelle il accepterait d'être le Premier ministre de Raymond Barre si celui-ci était élu aux présidentielles.

Cela a beaucoup fait causer, à droite comme à gauche. Les partisans de Raymond Barre se sont félicités de l'ouverture d'esprit de Delors. Dominique Baudis (député-maire UDF de Toulouse) est allé jusqu'à parler d'une *« bouffée d'oxygène dans le débat politique »*. D'autres hommes politiques de droite ne seraient pas contre, à condition qu'il *« rompe les amarres avec son socialisme originel pour adhérer fermement au projet de Raymond Barre »*. Pensent-ils, quand ils parlent de *« socialisme originel »*, à l'époque où il était le conseiller de Chaban Delmas qui prônait alors la *« nouvelle société » ?...*

Du côté du PS, les dirigeants se sont déclarés indignés par ces propos, jugés *« maladroits, incompréhensibles et inadaptés au contexte actuel »* par Mauroy. On a même entendu Pierre Canassus (qui fait partie de l'entourage de Chevènement) demander sa démission de la direction du PS. On ne voit pourtant toujours pas ce que cette déclaration a d'étonnant, surtout lorsqu'elle émane d'un Delors ! Après tout, celui-ci fait preuve de continuité politique... Conseiller de Chaban sous Pompidou, il est devenu dans le gouvernement de gauche le partisan acharné de l'austérité façon Barre, le chantre du libéralisme économique et de la politique anti-ouvrière. Qui cela pourrait-il étonner que demain il continue la même politique (qui n'a pas changé de 1981 à aujourd'hui) avec Raymond Barre... ou un autre ?

Les dirigeants du PS qui crient à la trahison, tel Poperen qui a déclaré *« le camarade Delors a fait fort »*, étaient les premiers à le savoir et à utiliser Delors dans leur mouvement, justement pour faire responsable vis-à-vis de la bourgeoisie. Aujourd'hui comme hier, ils se moquent du monde et de leurs électeurs. Tout comme ceux de droite qui admirent l'absence d'esprit partisan de Delors.

Tout cela revient au même : nous faire croire qu'il existe une différence entre la droite et la gauche. La société, elle, est divisée en classes sociales : les travailleurs et la bourgeoisie. Ce sont les hommes politiques, tous au service de la bourgeoisie, qui se divisent entre « droite » et « gauche » (avec toute une palette entre les deux). Ce sont eux qui ont intérêt à essayer de substituer à la division en classes sociales la prétendue opposition entre droite et gauche !

★★★

Cette déclaration de Delors n'est d'ailleurs pas innocente du point de vue du PS.

Delors fait des offres de service à Barre, s'il est élu. Mais si c'est Mitterrand ou un autre socialiste à la Rocard, le PS pourrait fort bien constituer une majorité parlementaire avec certains des partis de l'actuelle majorité, rebaptisés du centre, pour l'occasion.

La déclaration de Delors le suggère, ainsi que Quilès qui parle d'un *« regroupement des forces politiques après l'élection »*. Ils trouveraient sûrement des députés de droite à qui ça ne déplairait pas : car ce serait cela ou la dissolution de l'Assemblée. Et refaire campagne pour de nouvelles législatives leur coûterait cher sans qu'ils soient certains d'être réélus.

Dans ce domaine, tout est donc possible sauf que l'une quelconque des combinaisons qui peuvent sortir de l'élection de 1988 puisse servir les travailleurs.

Liliane LEFEBVRE

Financement des partis

Pour répondre à «l'affaire Luchaire» qui le mettait dans l'embarras, Miterrand a lancé l'idée d'une loi sur le financement des partis politiques... qui a mis à son tour dans l'embarras les partis de la majorité parlementaire ; avant que Chirac, reprenant la balle au bond, n'invite tous les chefs de partis – parlementaires bien entendu – à venir parler avec lui de la question. Et voilà comment, pour ne plus parler de ventes d'armes, on s'est mis à parler de financement de partis...

FINANCER LES PARTIS BOURGEOIS AVEC L'ARGENT DES CONTRIBUABLES, IL NE MANQUERAIT PLUS QUE ÇA !

En matière de finances en général comme de campagnes électorales, il existe deux sortes de partis politiques. Il y a les organisations qui militent parmi les classes populaires, dans les entreprises et les quartiers, qui défendent des idées, quelles que soient ces idées. C'est le cas du Parti Communiste comme celui d'organisations de petite taille, telles celles d'extrême-gauche. Leurs ressources financières proviennent des cotisations et des soutiens des travailleurs et de gens modestes pour la plupart, dont la contribution est forcément limitée. Ces organisations-là n'ont pas énormément de moyens financiers, même quand leur taille est importante, comme le PCF, même quand, comme lui, elles peuvent mobiliser des dizaines de milliers de militants dans la rue, et bien plus dans certaines occasions.

La différence avec d'autres organisations politiques, telles l'UDF ou le RPR et même le PS, saute aux yeux, en particulier durant les campagnes électorales, leur activité principale.

Ces partis bourgeois peuvent se permettre une débauche d'affichages sur les circuits commerciaux, des campagnes répétées durant des mois, coûtant des milliards de francs, recouvrant des dizaines de milliers de panneaux grand format dans la France entière. Et cela sans compter les repas, réceptions de notables, voyages tous frais payés, avantages en nature et cadeaux divers destinés à leur clientèle électorale...

On a vu, à chaque élection, depuis des années, les dépenses électorales des principaux candidats battre des records successifs : *«La progression des dépenses est exponentielle»*, rappelle *Le Monde* du 18 novembre : *«En 1974, d'après les spécialistes, 40 millions de francs avaient suffi aux principaux candidats. Déjà en 1981, il leur avait fallu 160 millions, et pour 1988, un chiffre de l'ordre de 300 millions est avancé...* (30 milliards de centimes !).

Mais même si, faute de militants bénévoles, les formations bourgeoises ne manquent pas de bailleurs de fonds, certaines ont du mal à rester dans la course.

Cela ne peut que s'aggraver avec l'extension de la publicité commerciale : les prix des supports et surtout de la conception et de la réalisation publicitaire s'envolent pour toutes les marchandises depuis des années, y compris évidemment pour la camelote politique que les politiciens cherchent à nous vendre. Et encore on n'a pas tout vu, car à l'heure actuelle, la publicité politique est interdite à la télévision et à la radio. Mais avec les télévisions privées, l'interdiction pourrait bientôt être soit levée, soit tournée, et vu le prix actuel de la minute de publicité aux heures de grande écoute, cela aboutirait à une nouvelle explosion des dépenses électorales. Cela, pour ce qui est du montant des dépenses.

Ensuite, il y a le «contrôle» du financement. Le financement des partis bourgeois ne peut pas se faire trop ouvertement, pour des motifs bien compréhensibles. Les bourgeois ne tiennent souvent pas à financer trop ouvertement leur candidat, car on aurait vraiment l'impression qu'ils l'achètent. Par ailleurs, le candidat ne tient pas non plus en général à donner aux électeurs l'impression d'être, à l'égal d'un pur-sang, le jouet coûteux mais profitable d'une clique de riches. Aussi la bourgeoisie ne finance-t-elle le plus souvent les candidats, de gauche ou de droite, que de façon occulte, ce qui lui permet d'ailleurs d'en financer plusieurs à la fois, concurrents, car le résultat des courses - pardon, des élections - n'est pas fixé d'avance et pour être sûr d'avoir misé sur le bon cheval, autant avoir misé sur plusieurs.

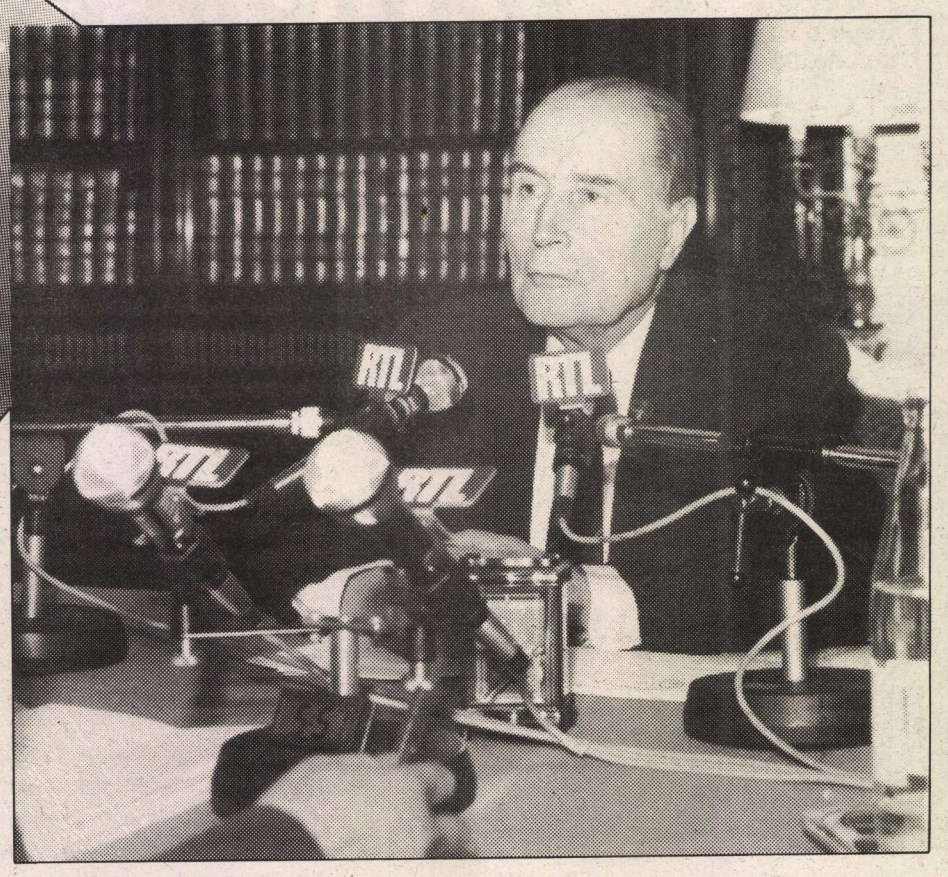
Alors, après avoir longuement soupesé le pour et le contre, qu'est-ce qui pourrait vraiment intéresser les partis de droite à une législation sur le financement des partis ?

Comme l'a proposé Pasqua, cette loi pourrait exonérer d'impôts les sommes versées à une organisation politique. Actuellement, le bourgeois qui prend sur ses revenus personnels pour financer un appareil électoral, a payé des impôts sur les sommes versées. Autant l'exonération ne changerait rien pour les dizaines ou centaines de milliers de travailleurs qui versent chacun des sommes forcément modestes à une organisation ouvrière, autant elle serait intéressante quand le versement se compte en millions de francs par tête.

A vrai dire, à l'heure actuelle, les bourgeois se débrouillent assez bien pour que leur «générosité» politique puisse déjà aboutir à des exonérations fiscales. Ils soutiennent leurs poulains de toute leur puissance sociale et financière, plus que par leur simple contribution financière «personnelle». Le propriétaire d'une entreprise ou d'un commerce qui loue pour ses candidats des bureaux aux frais de la société, qui met à leur disposition des secrétaires, des téléphones, des locaux, etc...de son entreprise, fait en sorte que les dépenses effectuées pour aider le candidat passent dans les frais généraux, en déduction des bénéfices, et diminuent les impôts à payer.

Mais puisqu'on parle de «moralisation de la vie politique et de ses finances», et de légiférer la chose, la droite pourrait très bien faire en sorte que ladite «moralisation» lui rapporte encore plus. On veut de la transparence ! Qu'à cela ne tienne, on la fera payer au contribuable ! Et une loi sur le financement des partis politiques qui autoriserait le «mécénat politique» (qui, au même titre que le mécénat artistique, permettrait de déduire les dons de ses revenus imposables), reviendrait à faire cotiser l'ensemble de la population pour la campagne électorale des politiciens bourgeois. Ce qui serait quand même un comble. Ce serait alors la dernière nouveauté du libéralisme ! Après les aides de l'Etat aux entreprises de la bourgeoisie, bientôt l'aide de l'Etat à ses partis politiques ?

André LAURIOT



Si comme le dit le candidat écologiste Waechter qui joue de l'accordéon dans le métro pour attirer l'attention sur le problème des fonds électoraux, «Pour une brique t'as plus rien», la proposition de Mitterrand pourrait revenir cher aux contribuables (AFP).

REUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIERE

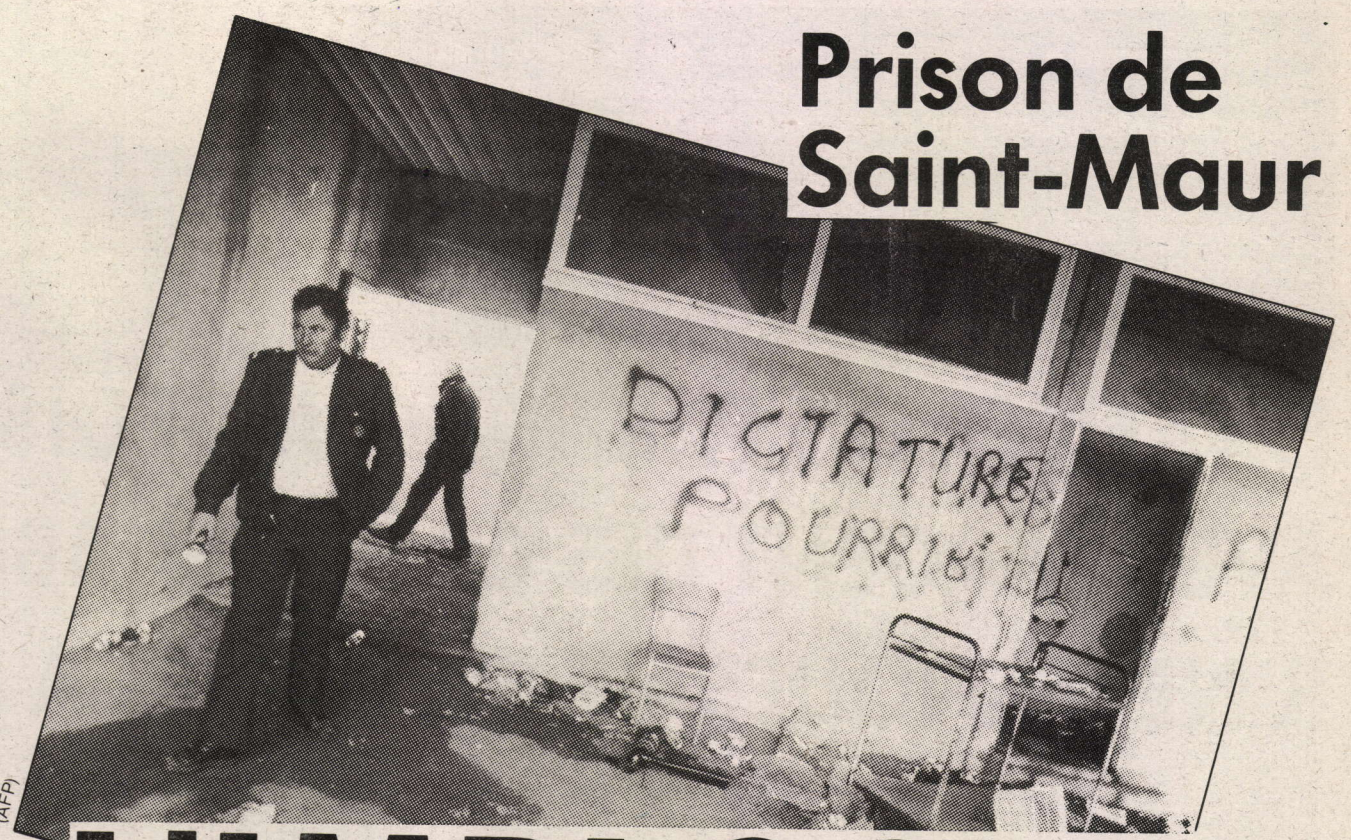
avec Arlette Laguiller

- **Vendredi 20 novembre 20 H 30 à FREYMING-MERLEBACH**
  Salle de réunion annexe de la Mairie
- **Vendredi 11 décembre à BOURG-EN-BRESSE**

avec Daniel VITRY

- **Vendredi 18 décembre à CHARLEVILLE-MEZIERES**

Prison de Saint-Maur



(AFP)

L'IMPLOSION

La mutinerie qui a éclaté à la prison de Saint-Maur (près de Châteauroux) aura duré deux jours, les 12 et 13 novembre.

Les images révélées par les journalistes, ainsi que les commentaires des gardiens et des éducateurs, ou même du directeur, témoignent d'un même malaise, le comportement des mutins également. Violents, destructeurs à l'égard des bâtiments (et tout spécialement de la vidéo, de la bibliothèque, bref, des éléments de confort relatif), les détenus n'ont par contre exercé aucune violence contre le personnel pénitentiaire pris en otage. Cela est sans doute dû au rôle «canalisateur» joué par les détenus politiques (entre autres par les nationalistes corses qui ont protégé le personnel); toutefois, les conditions de détention ne figuraient pas parmi les revendications des révoltés de la prison de Saint-Maur, et les gardiens n'étaient pas visés.

La prison de Saint-Maur n'est pas - ou n'était pas - une maison d'arrêt comme Fleury-Mérogis ou la Santé. C'est une prison centrale. On n'y envoie pas les prévenus ou les condamnés à des peines légères, mais les condamnés pour des durées supérieures à trois ans, voire «à perpétuité».

Le problème à Saint-Maur n'était pas un problème de place ou de personnel pénitentiaire insuffisant, ou de sous-équipement... Le problème des détenus c'est de sortir, ou au moins d'avoir la possibilité de se raccrocher à cet espoir. L'espoir de ceux dont la durée de la détention est supérieure à trois ans, mais fixée, est d'obtenir une «libération conditionnelle»; pour les condamnés à perpétuité l'espoir est d'obtenir que leur peine soit commuée en une peine dont la fin soit fixée, généralement 20 ans. C'est loin, mais on en voit le bout, et ça permet d'espérer.

Or, dans un cas comme dans l'autre, ces décisions reviennent au Garde des Sceaux. En l'occurrence, Chalandon, qui occupe ce poste depuis que la droite est revenue au gouvernement en avril 1986, a très nettement diminué le nombre de libérations conditionnelles, et n'a accordé aucune commutation de peine. D'où la révolte des détenus de Saint-Maur.

Que Saint-Maur ne soit pas peuplée d'enfants de chœur, personne n'en doute. Mais c'est bien le problème avec la société bourgeoise qui est basée sur l'exploitation et l'inégalité. Elle ne peut bénéficier à l'ensemble de la société. Tout comme elle a la pollution comme sous-produit de son industrie, elle a des criminels, des gangsters, comme sous-produit de sa société.

De la même façon que pour les autres pollutions, il faut trouver que faire de ces criminels, et la société bourgeoise se pose ce problème presque en termes de gestion!

La peine de mort, quand elle existait il n'y a pas si longtemps encore, «réglait» le problème, si on ose dire, pour quelques-uns. Mais en rester à la vieille loi du talion, en cette fin de XX^{e} siècle, sans résoudre pour autant la question de tous les autres détenus, choquait certains, et à juste titre!

Malheureusement, dans ce système, pour ou contre la peine de mort, c'est avant tout une question de différences de sensibilité, car le problème demeure : que faire de ces détenus? Leur laisser la vie pour les enfermer à perpétuité? La détention à vie est peut-être moins barbare que la peine de mort. Mais elle l'est quand même! C'est précisément ce qui a poussé les détenus de Saint-Maur, laissés sans espoir, à se mutiner.

Quant à relâcher ce genre de détenus, même sous condition, il est bien évident que bon nombre d'entre eux récidiveront et sont d'ores et déjà «irrécupérables» pour le reste de la société...

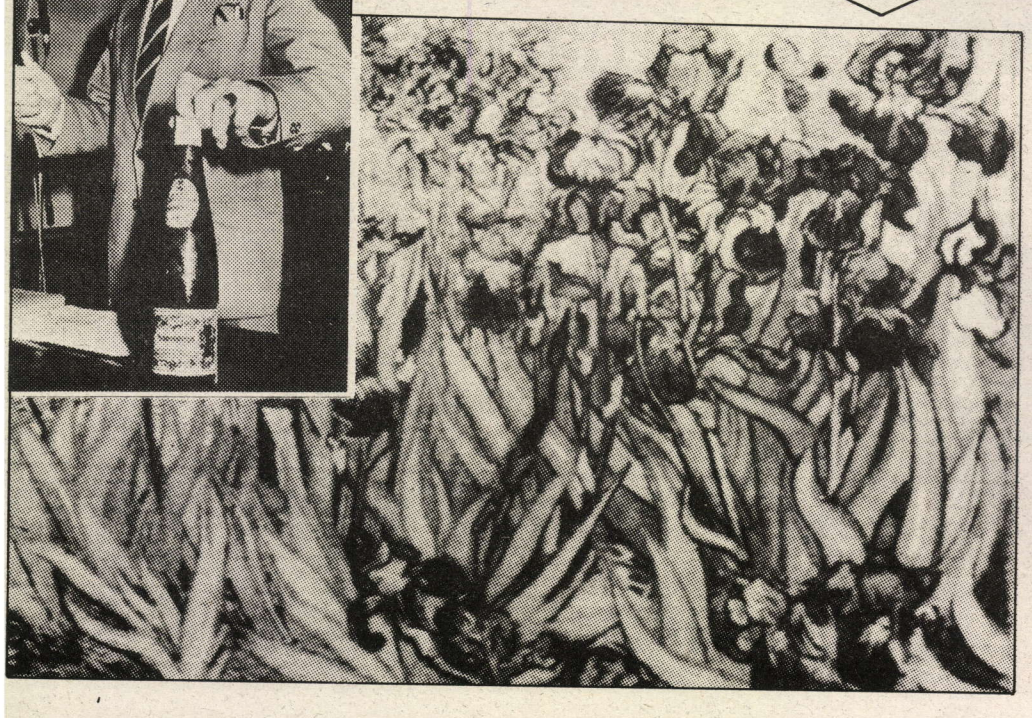
Alors, dans l'impossibilité de trouver une solution (encore une fois, parce qu'il n'y en a pas dans le cadre de la société actuelle), les gouvernements qui se succèdent, au gré de leur clientèle électorale, ne font qu'osciller entre la répression et ce que ceux qui s'y opposent nomment «permissivité», en fait une répression un peu moindre. Et quand la crise s'aggrave et qu'on peut prévoir une augmentation des phénomènes de délinquance et de criminalité, on bâtit de nouvelles prisons...

Il n'y aura jamais ni bonnes prisons, ni bonnes «peines» pour les enfants perdus de la société de classe. C'est cette société qu'il faut changer pour que l'humanité accède enfin à une civilisation où il n'y ait plus ni délinquant, ni prison.

Pierre REDON

PAUVRES RICHES...

- A ce prix pour la bouteille, ça fait cher du petit verre. (Photo AFP).



- «Les Iris» : Van Gogh n'en avait tiré qu'une bouchée de pain.

Après *«Les Iris»* de Van Gogh acheté 320 millions de nouveaux francs à New York la semaine dernière, une bouteille de Riesling a été vendue en Allemagne pour l'équivalent de 180.000 francs français à un fabricant de saucisses.

Et après cela, là-bas comme ici, les hommes politiques vont encore dire aux travailleurs qu'il faut faire des sacrifices, dans l'intérêt de l'économie (donc de tous...), car c'est la crise.

Il faut croire que malgré la crise de la Bourse, il y en a qui ont encore de l'argent, et beaucoup.

Toute la bourgeoisie mondiale connaît ce gros problème : elle ne sait quoi faire de son argent. Alors elle spécule, sur tout : l'immobilier, les diamants... et même le vin! Plus c'est inutile, mieux c'est.

Quant au fabricant de saucisses, il n'a pas peur de perdre son argent avec ce vin vieux de 252 ans absolument impropre à la consommation. Il trouvera bien à le revendre plus cher encore, un peu plus tard, à un de ses pareils, qui ne saura quoi faire des bénéfices supplémentaires qu'il aura soutiré d'ici-là sur le dos de ses ouvriers...

Une chose est sûre : quand les travailleurs exproprieront les bourgeois, ils leur prendront tout leur argent... mais pas toutes leurs bouteilles!

L.L.

Partout dans les grandes entreprises du pays, les patrons continuent de licencier. Il s'agit d'entreprises qui la plupart du temps ne sont en rien menacées dans leur existence, mais qui veulent augmenter leurs profits. Non pas grâce à l'augmentation de la production, mais en faisant travailler plus un nombre de travailleurs toujours plus réduit.

Il se trouve que les travailleurs ne consentent pas toujours à accepter le rôle de victimes. Ils se rebiffent et parfois font même reculer les directions, comme on peut le voir à l'Alsthom de Belfort ou chez Dassault à Saint-Cloud.

A l'Alsthom-Belfort

GRÈVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

A l'Alsthom Belfort, qui compte 6 500 salariés, comme dans le reste du groupe, la direction est en train de mettre en application un plan de licenciements :pour la première fois à Belfort, 85 licenciements secs en plus des départs FNE. Et depuis la semaine dernière des travailleurs sont convoqués individuellement par la direction pour s'entendre dire qu'il n'y a plus de place pour eux dans l'usine et que s'ils acceptent de démissionner avant janvier ils toucheront une prime de 90 000 F.

Ce sont surtout des travailleurs d'une équipe dite «de réserve» qui sont touchés, c'est-à-dire de soi-disant sureffectifs. Mais pas seulement ceux-ci. Dans les ateliers aussi des travailleurs ont été convoqués.

Les discussions étaient nombreuses dans la plupart des secteurs. On entendait souvent : «*C'est une première charrette ; si on laisse passer, la direction en profitera pour nous faire bosser plus. Mais quoi faire ? Pourquoi les syndicats ne font rien et rien en commun*» comme cela apparaissait à beaucoup.

Mardi matin 17 novembre, au bâtiment 66, une réunion à l'initiative de délégués connus dans ce secteur a rassemblé environ 70 personnes, c'est-à-dire la grande majorité, et une dizaine de peintres menacés de licenciement. Après discussion, il a été voté d'aller dans le secteur voisin. Même chose : tout le monde débraye et décide d'aller dans d'autres ateliers. Et c'est ainsi que, au fur et à mesure que les grévistes passaient dans les ateliers, le flot grossissait : environ 600 grévistes à la fin de la matinée.

La décision a alors été votée de se retrouver l'après-midi à la prise de poste. A ce moment-là, il y avait encore plus de monde que le matin : 800 personnes qui décidaient de la grève pour la journée, adoptant la revendication : «*Non aux licenciements*», et décidant aussi de nouveau d'aller dans les ateliers. Et un comité de grève de 17 travailleurs était élu.

Les syndicats CGT (majoritaire) mais aussi CFDT ont été visiblement surpris par l'ampleur du mouvement qui a démarré sans aucun mot d'ordre. En milieu d'après-midi, c'est peut-être 1 500 travailleurs qui étaient rassemblés Place de la Liberté devant les bureaux de la direction. Quand la CGT proposa (comme d'habitude) d'aller rencontrer la direction, voulant couper court à toute discussion, l'assemblée décida que cela ne se passerait pas comme cela. 40 travailleurs y sont allés pour ne dire qu'une seule chose au chef du personnel : «*Retirez votre projet de licenciements*», ce qui fut fait rondement.

Mercredi matin 18 novembre, il a été décidé que le comité de grève et les syndicats appellent l'ensemble des travailleurs de l'usine à se retrouver le lendemain matin à 8 heures...

Correspondant LO

A Dassault-Saint-Cloud

RECUL DE LA DIRECTION SUR LES LICENCIEMENTS SAUF SUR CELUI D'UN MILITANT

A Dassault Saint-Cloud, la direction a successivement adressé cinq puis trois lettres à des travailleurs dans divers ateliers, leur proposant de partir volontairement ou d'être licenciés avec une prime de départ de l'ordre de 14 000 F pour quatorze ans d'ancienneté. Dans les ateliers c'était l'indignation.

Ceux qui reçurent les premières lettres ne voyaient pas de perspective et, devant la pression des chefs, ne s'imaginaient pas pouvoir refuser. Il a suffi que l'un d'entre eux dise non à ce chantage, s'adresse à chacun de ceux qui avaient reçu la lettre et aux travailleurs de leur atelier pour que l'atmosphère change. Après un débrayage spontané dans le plus important des ateliers de l'usine, l'ensemble des travailleurs est allé demander des comptes au chef d'atelier. Il n'y était pour rien, prétendait-il, c'était l'ordinateur qui avait choisi !

Le lendemain, quatre délégués accompagnés d'un des travailleurs pressentis au départ volontaire, firent le tour de l'usine pour demander des comptes à l'ensemble des chefs : chaque fois les travailleurs des ateliers concernés les entouraient, profitant de l'intervention des délégués pour les interpeller. Jusqu'au directeur de l'usine qui subit l'assaut des travailleurs quand il osa traverser l'atelier. Les quolibets, les insultes fusaient... Tout le monde alors débrayait et venait lui lancer son mot.

Le lundi 9 novembre, profitant d'une assemblée appelée par la CGT pour la réintégration d'un militant du PCF des bureaux dont l'inspecteur du travail avait refusé le licenciement, deux travailleurs s'adressaient à celle-ci. Ils proposaient pour aider ceux qui avaient reçu les lettres de les porter tous ensemble au chef du personnel et de refuser de signer les départs volontaires ; la proposition fut applaudie...

L'après-midi, ce fut un des rassemblements des plus importants ; 400 personnes, la quasi totalité des ateliers avec quelques-uns des bureaux accompagnaient la délégation des travailleurs pressentis au départ volontaire. Toutes les pressions furent faites de la part de la direction et du chef d'atelier pour tenter de désolidariser le groupe de travailleurs déterminés à ne pas signer.

Le lendemain, la direction rappelait chacun des pressentis au départ volontaire : c'est toujours ensemble qu'ils y allèrent. Aux uns et aux autres la direction proposait d'augmenter la prime de départ de 10 000 à 50 000 francs, voire à 100 000 ou 150 000 pour certains. Mais personne ne cédait et la direction proposait à tous, sauf à celui qui était à l'initiative du refus collectif de signer, un reclassement dans l'usine mais avec perte de la prime d'atelier, soit 700 à 800 francs en moins sur le salaire de chacun.

Ainsi le plan social se résumait à déplacer quelques travailleurs des ateliers avec perte de salaire et à licencier un seul travailleur sur 3 500 que compte Dassault-Saint-Cloud ! Il est clair pour tous que la direction, qui a reculé, choisit de faire payer en particulier celui qui a permis aux autres de refuser de signer leur départ volontaire. Devant le manque de réaction des syndicats, en une journée, des travailleurs se concertèrent pour faire une pétition. Certains militants de la CGT et de la CFDT la firent circuler, d'autres refusèrent même de signer... Mais devant l'accueil obtenu par la pétition (350 signatures sur 400 ouvriers que comptent les ateliers), la CGT et la CFDT se ralliaient à un rassemblement appelé pour porter la pétition au directeur de l'usine. Ceux qui avaient dit «*non aux licenciements*» étaient encore tous là.

Mais aujourd'hui la direction campe sur sa position, il lui faut un licencié à Saint-Cloud, un licencié sec. C règlement de compte ne peu passer.

Correspondant LO

Nouvelle-Calédonie

LES VRAIS TERRORISTES CE SONT LES REPRÉSENTANTS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le RPCR (le RPR de Nouvelle-Calédonie) et *Le Figaro* se sont émus des déclarations de Jean-Marie Tjibaou, vendredi dernier, au congrès de l'Union Calédonienne (composante principale du FLNKS). Tjibaou a notamment appelé le peuple kanak à la *«résistance»*, mettant en cause *«le racisme latent des descendants de bagnards et de colons»* pour qui *«un bon Kanak est un Kanak mort»*. Puis Tjibaou s'en est pris aux *«collabos»*, aux *«traîtres»*. *«Pas de pitié pour ces gens-là»* s'est-il exclamé après avoir rappelé les châtiments que réservaient aux *«traîtres»* les résistants français et les fellaghas algériens (*Le Monde* du 17.11.87). Tjibaou aurait même cité les mutilations qu'infligeait le FLN à ses adversaires dans la population algérienne.

Tjibaou parlant des *«Kanaks collabos»* faisait notamment allusion à ceux qui ont fourni à la gendarmerie les informations qui sont à l'origine des récentes opérations de police judiciaire de Koné et de Saint-Louis.

On peut penser ce qu'on veut de telles déclarations. Pour nous, la cohésion d'un mouvement d'émancipation populaire ne repose pas sur la menace de ceux qu'on peut qualifier de *«traîtres»*. Et ce qu'a fait le FLN algérien dans ce domaine ne fut pas le meilleur côté de sa politique.

Cela dit, ceux qui fustigent Tjibaou, comme le RPCR qui a déclaré que *«ces propos terroristes sont un appel au meutre»*, sont bien mal placés pour le faire car il faut rappeler comment s'est faite la colonisation française en Nouvelle-Calédonie. Il y a un peu moins d'un siècle seulement, en 1879, comme le rapporte un article commémoratif du journal *Le Monde* des 15 et 16 novembre, il s'est trouvé en Nouvelle-Calédonie un certain Monsieur Navarre, médecin de la marine française, pour adresser aimablement aux soins de la Société d'anthropologie de Paris, la tête et l'une des mains du grand chef Ataï (leader de la révolte kanake de l'année précédente) soigneusement conservées dans une boîte en fer blanc remplie d'alcool phénique !

Et c'est dans la même tradition que trente-sept ans plus tard, en 1916, lors d'une autre révolte kanake contre la conscription forcée pour les bataillons de tirailleurs indigènes, que la tête des meneurs fut mise à prix : 2000 F pour les chefs, 25 F pour chaque «petit rebelle» ! A la suite de quoi la révolte fut écrasée dans le sang.

Alors l'impérialisme français et ses représentants n'ont pas à donner aujourd'hui de leçons «d'anti-terrorisme». Les vrais sauvages, ce sont eux !

Et tous ceux qui s'indignent vertueusement devant les propos tenus par Tjibaou feraient mieux de se taire.

Michel BONDELET

Tahiti

FANTASMES ET COUP MONTÉ ?

Un sénateur barriste, Daniel Millaud, a demandé la création d'une commission d'enquête sur l'émeute de Papeete.

En effet, le sénateur, qui pourtant est peu suspect d'avoir des sympathies pour les émeutiers, défend l'idée que les événements sont le résultat d'une provocation : *«J'ai la conviction qu'il s'agit d'un coup monté. On aurait voulu démontrer que ce territoire est en voie de déstabilisation pour justifier une reprise en main (...) qu'on ne s'y serait pas pris autrement. (...) Comme la grève des dockers et les autres syndicats créent des problèmes au Centre d'Expérimentation du Pacifique, j'ai la conviction que les militaires ont fantasmé et que c'est à la demande du ministère de la Défense que l'on a laissé les pillards brûler et casser Papeete, sous l'autorité de M. Pons et avec l'accord de M. Gaston Flosse (...)»*.

Ce barriste n'y va ainsi pas par quatre chemins pour mettre en cause deux responsables du gouvernement, qui eux sont du RPR.

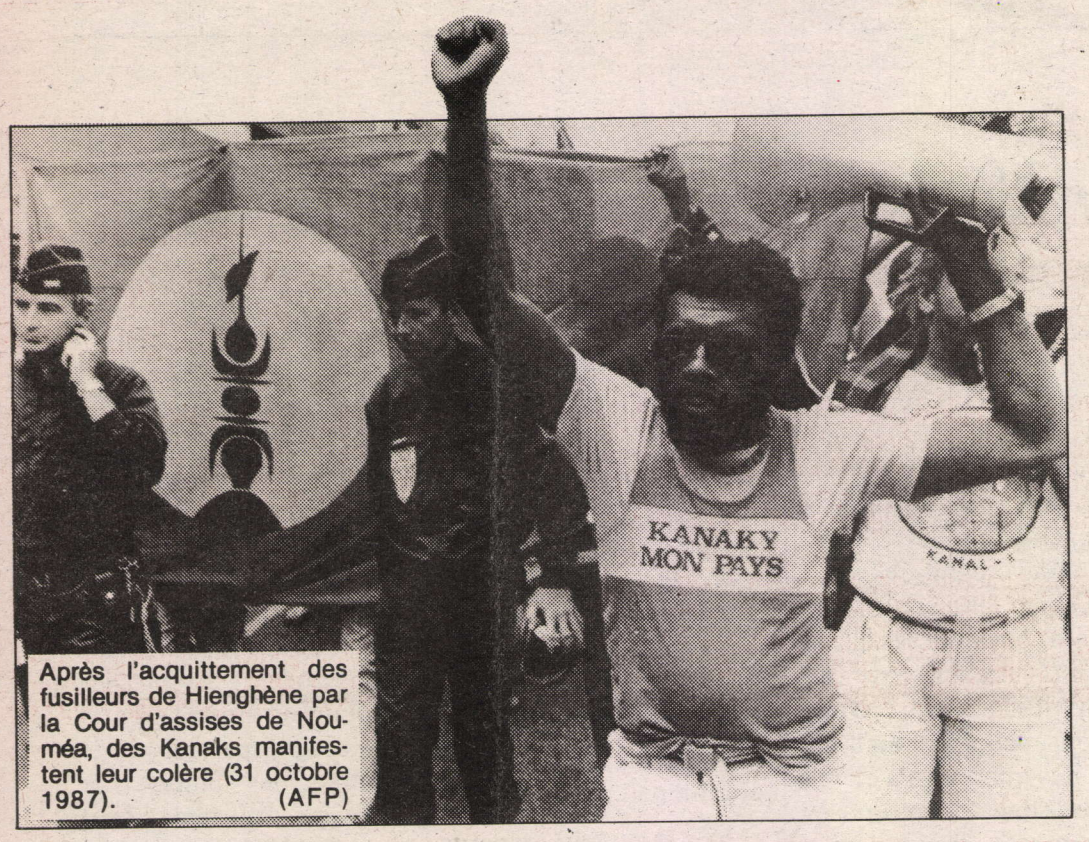
Ce qui le choque d'ailleurs dans cette histoire, et ce qu'il considère comme une provocation, c'est donc d'avoir laissé faire ceux qu'il nomme les *«casseurs»*, de manière calculée.

En réalité, la seule véritable provocation, dont il ne souffle mot, c'est bien l'intervention de la police contre les piquets des dockers en grève !

Toujours est-il que les élections approchant, et les rivalités entre chiraquiens et barristes se durcissant, on a quelques chances d'apprendre ainsi des bribes de vérité ici ou là, y compris sur ce qui se passe dans des territoires éloignés de 20 000 km.

J.R.

(AFP)



Après l'acquittement des fusilleurs de Hienghène par la Cour d'assises de Nouméa, des Kanaks manifestent leur colère (31 octobre 1987). (AFP)

MITTERRAND VEUT DES KANAKS «RAISONNABLES» : C'EST-A-DIRE FRANÇAIS

Lors de son intervention du 16 novembre sur *RTL*, Mitterrand a déclaré que *«ce serait raisonnable»* pour les différentes ethnies de Nouvelle-Calédonie de demeurer dans le cadre de la France, *«en raison de l'équilibre démographique qui prévaut dans ces îles». «Je pense que toute autre destination que la France, que la République française, conduira à une guerre civile inexpiable»...*

. De tels propos, après l'acquittement provocant des assassins de Hienghène, et dans un climat où la droite coloniale peut estimer avoir le vent en poupe, sont évidemment tout sauf innocents.

Il n'est malheureusement que trop vrai que, même si le Parti Socialiste s'était dit, avant 1981, partisan de l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance - moyennant quoi les leaders indépendantistes kanaks avaient appelé en 1981 à voter Mitterrand - le gouvernement socialiste n'a pas cessé, au cours des années qui ont suivi, de faire marche arrière. Face aux attaques de la droite et à l'hostilité des colons, il s'est ingénié à lanterner les indépendantistes, en parlant de mettre sur pied une forme d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, mais une forme d'indépendance qui aurait préservé l'essentiel des liens économiques de l'impérialisme français et qui aurait permis surtout, si possible, d'éviter l'affrontement, avec les colons «caldoches» et avec la droite française ... Une indépendance-bidon.

La simple promesse d'un référendum donnant le choix entre une forme d'autonomie et l'accession à l'indépendance, que fit alors le gouvernement socialiste, il la reportait lui-même ... à 1989, après l'élection présidentielle. Tandis que la réalité, elle, c'était l'assassinat impuni de l'indépendantiste Pierre Declercq (septembre 1981), les renforts de gendarmes successifs, comme à La Foa (janvier 1983) pour protéger les propriétaires d'une scierie contre la population kanake, le massacre de Hienghène (décembre 1984), l'assassinat du leader FLNKS Eloi Machoro (janvier 1985) – bref, ça a été la brutalité de l'oppression coloniale maintenue.

Alors, aujourd'hui, Mitterrand peut bien proclamer, ou à peu près, «La Nouvelle-Calédonie, c'est la France» : en vérité, il ne se déjuge pas.

Certes, quand il invoque *«l'équilibre démographique qui prévaut dans ces îles»* pour les déclarer quasiment françaises, on peut estimer cela légèrement contradictoire avec cette autre déclaration : *«La population kanake, me direz-vous, est ethniquement aujourd'hui minoritaire en Nouvelle-Calédonie. C'est possible. Mais un tel argument n'est pas suffisant, quand on sait comment a été facilitée l'immigration importée à la fois de la métropole et des pays voisins».*

Mais c'était en 1979, l'Elysée paraissait loin. Pour Mitterrand aujourd'hui, ce qui importe c'est que les Kanaks soient «raisonnables», c'est-à-dire qu'ils se soumettent et acceptent la violence et l'arrogance des colons – parce que lui-même, vis-à-vis de la droite, ne veut pas apparaître si peu que ce soit suspect de «brader» un des derniers confetti de l'empire colonial de la bourgeoisie française.

Pour en venir à le déclarer ouvertement, il n'a même pas eu besoin, comme jadis le président socialiste Guy Mollet à Alger, de recevoir les tomates des colons «ultras» dans la figure.

Il y a peut-être au Parti Socialiste des militants sincèrement anticolonialistes qui considèreront cela comme une couleuvre de plus à avaler de la part de Mitterrand. Mais ils n'auraient pas dû ignorer, ou oublier, que ce même Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, déclarait à propos de l'Algérie (le 14 novembre 1954) : *«J'appliquerai une politique qui sera celle de la volonté et de la présence, et qui fera de l'Afrique le plus beau témoignage de la pérennité de la civilisation française».*

Chez ces gens-là, ces politiciens qui n'aspirent qu'à une chose : être en charge des intérêts de la bourgeoisie et s'y montrer à la hauteur de ce qu'on attend d'eux, on ne se refait jamais. Espérons seulement que la politique de Mitterrand aura en Nouvelle-Calédonie la même issue qu'en Algérie...

Christiane LE GUERN

NON AU RACISME!

LE 29 NOVEMBRE MANIFESTATION ANTIRACISTE A PARIS

Dimanche 29 novembre, une manifestation est prévue à Paris, de Montparnasse à la Bastille, *«contre le racisme et la xénophobie»*, à l'appel de SOS Racisme, de l'UNEF-ID, et avec la participation d'une série d'autres organisations telles que le PS, le PC, la LCR, le «Collectif des communistes rénovateurs», le CFDT, la FEN, la LICRA, etc. Quelques 300 personnalités soutiennent également l'initiative, que ses initiateurs présentent comme *«une étape importante pour la défense des valeurs démocratiques et la moralisation de la vie politique».*

En ces temps de crise et de montée de l'extrême-droite et du racisme - comme le meurtre de Castres vient encore de le rappeler - il n'est sans doute pas mauvais ni inutile que se manifeste publiquement un courant d'opposition au racisme et à la xénophobie.

Il faudrait même que ce courant se manifeste puissamment. Puissamment sur le plan numérique, certes. Le nombre des gens de gauche, des travailleurs, des jeunes, capables de descendre dans la rue pour exprimer leur hostilité à ces tendances réactionnaires, s'il était imposant, pourrait être quelque chose qui compte, pourrait constituer une force. Et c'est pourquoi nous appelons tous ceux qui nous lisent à participer à cette manifestation.

Mais, manifester n'est pas tout. Et le nombre en soi ne suffit pas. Encore faudra-t-il que de telles manifestations reflètent de la part des organisations qui y appellent une réelle résolution de combattre les causes du mal, la volonté de changer cette société qui, plus que jamais, engendre la barbarie économique, sociale et culturelle. Ce n'est certes pas le cas pour nombre d'entre elles, qui auraient eu l'occasion dans un passé récent de faire preuve d'une telle résolution.

Cela dit, si tous ceux qui seront dans la rue le 29 novembre sont animés de cette résolution et de cette volonté, alors cette manifestation sera quelque chose de positif.

Castres
UN CRIME RACISTE

Dans la nuit du lundi 16 au mardi 17 novembre, à Castres, un jeune Algérien de 23 ans a été roué de coups de poings et de pieds avant d'être tué à coups de couteau par deux soldats d'un régiment de parachutistes.

C'est à la sortie d'un cabaret situé près de la caserne que le drame s'est produit. Sans qu'il y ait eu apparemment aucun incident préalable, aucun différend, aucune altercation, les deux assassins - complètement ivres - s'en sont pris à la victime, parce que *«l'homme m'avait regardé d'un sale œil»*, a dit l'un des parachutistes, celui qui a porté les coups de couteau mortels.

Selon des témoins, les agresseurs n'ont pas formulé d'injures racistes en accomplissant leur forfait. C'est possible ! Mais il n'en demeure pas moins que ce crime est un crime raciste. Les deux paras avaient beau être rendus inconscients par l'excès d'alcool, ils avaient beau avoir un pois chiche en guise de cervelle... il n'empêche que malgré leur inconscience et leur bêtise, c'est bien à un Arabe qu'ils s'en sont pris. Comme ça, pour un simple regard ; en fait par un odieux mépris qui peut conduire au meurtre, par un sentiment imbécile de supériorité que l'on enseigne dans les casernes et qui se nomme nationalisme.

Alors, comment qualifier de tels actes, de tels crimes, autrement que comme des actes et des crimes racistes.

Signalons d'ailleurs que le jeune Arabe poursuivi par ses assassins a tenté de se réfugier au premier étage d'un immeuble. Les habitants non seulement n'ont pas ouvert, mais surtout il leur a fallu une heure pour prévenir la police.

Là encore, pour beaucoup, la peau d'un Arabe ne vaut vraiment pas cher ! Et c'est aussi cela, un laisser-faire, une tolérance quand ce n'est pas une complicité vis-à-vis des sentiments xénophobes et racistes ambiants, qui soutiennent le bras des assassins.

G.L.

Dans le bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais

LES GRÉVISTES TOUJOURS DÉTERMINÉS

Les 2 500 mineurs marocains sont dans leur septième semaine de grève, un des plus longs conflits de l'histoire des mines. Toujours aussi unanimes, ils ne sont pas décidés à accepter le "plan social" des Houillères. Et pourtant ils sont nombreux ceux qui voudraient qu'ils reprennent le chemin du travail ; la direction répète à qui veut l'entendre (surtout la presse régionale comme la *Voix du Nord* ou *FR3*), que cette grève est inutile. Une commission mixte composée de membres de la direction et de délégués hostiles à la grève entament une "relecture" de la Convention de retour au pays, signée entre les Houillères et le gouvernement marocain.

lement marocain séjourne dans la région. Parmi eux, figure un homme très connu par les ouvriers marocains, Akka Ghazzi. Akka Ghazzi n'est plus le dirigeant de la grève des OS de Citroën Aulnay. Il n'est plus responsable de la CGT... Maintenant, en tant que député, il vient expliquer la Convention pour le retour au pays. Car les mineurs marocains n'en connaîtraient pas le contenu.

Que pensent les camarades marocains d'Akka Ghazzi ? Voici leur réponse : *"Grâce à nous, il s'est trouvé à cette place-là. Maintenant il a retourné sa veste"*.

André Sainjon, secrétaire de la CGT Métallurgie, a critiqué à juste titre les manœuvres de division orchestrées par Akka Ghazzi. Cependant pour renforcer le mouvement gréviste, la CGT en fait certainement moins que pour les dix militants licenciés de Renault-Billancourt... Quasiment aucun tract sur la grève des mineurs n'a été distribué dans les entreprises ; quelques collectes de soutien ont été faites, les militants CGT mineurs se retrouvent, eux aussi, isolés, sans perspectives. *"On fait ce qu'on peut"*, disent-ils.

La *"Tribune des mineurs"* du 11 novembre, journal de la CGT des mineurs, titre en grand sur l'habitat minier, et en petits caractères : *"Soutien aux mineurs en lutte"*. Certes 30 000 maisons de corons sont menacées de destruction dans un avenir proche. Mais au cours de la lutte des mineurs marocains, il y aurait aussi de quoi mobiliser la région !

Il est vrai qu'il y aurait aussi à convaincre les mineurs français qui continuent de travailler... Certains pensent que la direction des Houillères respectera le statut des mineurs à leur égard... Ils espèrent être un peu plus épargnés.

Nos camarades mineurs ont appris à se méfier de beaucoup de monde. Quand à la fosse l'Escarpelle de Douai des journalistes de la télévision *FR3*, de *Radio RVN* sont venus cette semaine, pas un mineur n'a accepté de parler. *"De toute façon ils ne disent pas la vérité"*.

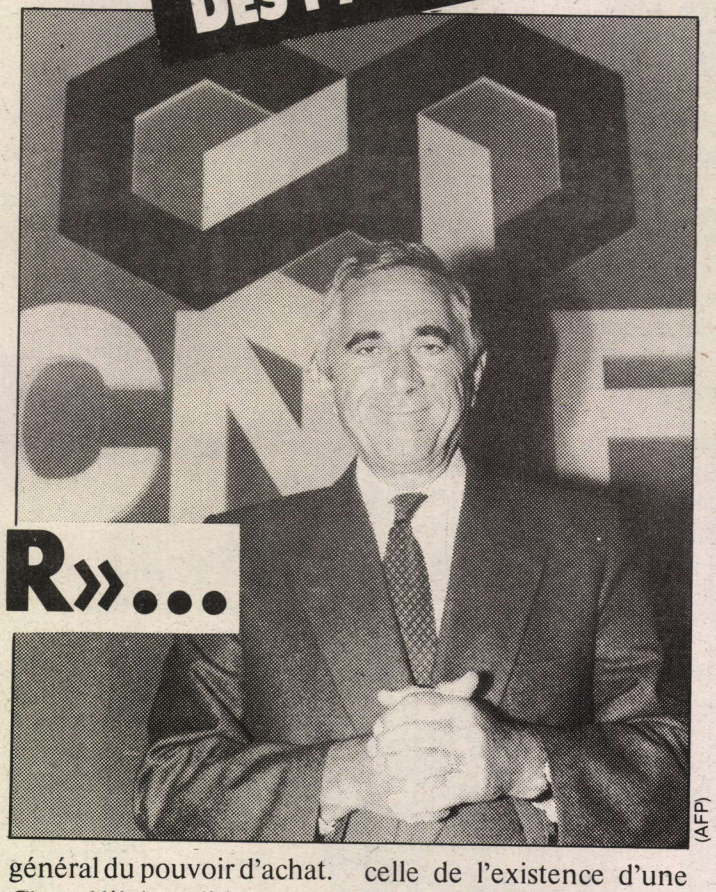
Effectivement, la presse et la télé se sont surtout intéressées ces derniers jours au sort d'un délégué CFTC, d'origine marocaine, hostile à la grève, qui prétend avoir été enlevé et avoir subi des menaces. Il a vite refait surface et causé assez longuement aux actualités régionales... Pour être entendu, mieux vaut être non-gréviste, seul contre tous. Alors que la presse recherche le "scoop", les mineurs en grève sont toujours regroupés autour de l'entrée des puits. Une douzaine d'entre eux sont partis en délégation au Maroc dans le but d'être entendus directement par le gouvernement. Des démarches qui risquent bien d'être inutiles.

La grève des mineurs aurait bien besoin de prendre de l'espace... Et sans aller jusqu'à Rabat, il y a suffisamment de problèmes dans la région pour chercher à trouver des alliés parmi les autres catégories de travailleurs français et immigrés.

DU CÔTÉ DES PATRONS

En respirant l'air du temps

LE CNPF NOUS JOUE UN «SALE AIR»...



(AFP)

Pas de surprise dans la recommandation salariale du CNPF pour 1988, adressée comme chaque année aux fédérations et aux unions patronales.

Le vice-président du CNPF, Pierre Guillen, également président de la Commission sociale de l'organisation patronale, veut une politique salariale *"souple et diversifiée"*, qui engage à *"éviter de revenir aux errements anciens de l'indexation"*. Les prix peuvent donc monter, mais les salaires ne doivent surtout pas les suivre.

Les seules augmentations que le CNPF envisage doivent être accordées *"en fonction de critères économiques globaux et de la situation propre à chaque branche professionnelle et à chaque entreprise"* et *"le développement d'une politique individualisée doit être poursuivie"*. Ce sera donc selon l'entreprise, et "à la tête du client", mais sans maintien général du pouvoir d'achat. C'est déjà la politique que pratiquent tous les patrons depuis le blocage des salaires institué par le gouvernement de gauche les y autorisant légalement, il y a cinq ans, et sans avoir même eu besoin de la recommandation de qui que ce soit. C'est la politique que la situation économique – celle de l'existence d'une armée de chômeurs en particulier – leur permet. Pas même besoin d'avoir une politique salariale ni une organisation centralisée pour ça, et le CNPF semble déjà à nombre de patrons tellement superflu, qu'ils dédaignent d'y cotiser, à tel point que celui-ci informait récemment qu'il allait se *"restructurer"* et licencier une partie de son personnel.

Fixer le niveau des salaires à ne pas dépasser, cela était bon à une époque où les patrons en se faisant concurrence pour la main-d'œuvre, craignaient de les faire monter trop et trop vite. Il était bon pour eux, alors, de laisser entendre qu'ils opposaient un front uni, qu'ils ne se battaient pas entreprise par entreprise, à une époque où les travailleurs pouvaient se sentir dans une situation économique favorable pour revendiquer.

Ces temps sont révolus, et le CNPF ne fixe plus d'objectif chiffré depuis 1983. Mais si les temps ne sont plus les mêmes et que les patrons savent réviser leurs conceptions, il est grand temps que du côté des travailleurs on le sache aussi. Aujourd'hui les travailleurs n'ont sûrement plus les mêmes moyens, mais ils en ont d'autres.

Tant que la base de la richesse reste le travail et la production, crise ou pas crise, la classe ouvrière garde un poids décisif dans la société, et elle garde les moyens de ne pas être la victime des simples lois économiques du capital. Mais pour cela, il faut que les travailleurs puissent peser de tout leur poids et de toute leur force – celle de leur nombre – et sachent combiner leurs possibilités économiques avec leurs interventions politiques.

Le temps n'est plus aux luttes qui peuvent triompher tout en restant isolées. Le temps est à la nécessité de la généralisation des luttes. Et il faudra bien que les travailleurs s'en donnent les moyens, s'ils ne veulent pas voir leurs conditions d'existence reculer de façon catastrophique. Car c'est encore ce que confirme à sa manière la recommandation du CNPF, les patrons, dans la situation actuelle, n'auront d'autres limites à leur soif de profits, que celles que les travailleurs sauront leurs imposer.

Réunion-débat à Paris

TIRER LES LEÇONS DE LA DERNIÈRE GRÈVE...

POUR SE PRÉPARER AU PROCHAIN MOUVEMENT

Durant la grève des cheminots, une assemblée générale au Dépôt de Paris Sud-Ouest. (Photo LO).

Organisée à l'appel notamment de cheminots qui avaient fait partie de la coordination intercatégories lors de la grève de décembre et janvier derniers, une réunion-débat s'est tenue à la Bourse du Travail samedi 14 novembre à Paris. Elle a rassemblé près de 170 cheminots venus de nombreux secteurs de Paris et de Province.

La journée s'est ouverte par un exposé de Daniel Vitry sur la situation des travailleurs à la SNCF neuf mois après la grève, la nécessité sinon l'inéluctabilité d'un nouveau mouvement et la possibilité de se préparer à celui-ci dès maintenant.

Dans la discussion qui a suivi et qui s'est poursuivie toute la journée, les participants ont souligné la multitude des attaques auxquelles sont soumis quotidiennement les cheminots de tous les secteurs (les bas salaires, les effectifs qui diminuent et les conditions de travail qui se dégradent), mais aussi la logique du plan d'ensemble de la direction qui continue à annoncer la diminution des effectifs (près de 9 000 postes devraient encore être supprimés l'an prochain).

L'importance des formes d'organisation qui avaient caractérisé la grève de l'an dernier, à la base : assemblées générales souveraines, comités de grève élus appliquant les décisions prises, coordinations indispensables pour être tenu informé de l'ensemble du mouvement, a été évidemment rappelée. La nécessité de multiplier ces formes d'organisations a été soulignée, d'autant qu'après la grève, l'attitude des directions syndicales n'a pas changé. Les récentes journées d'action sans perspectives en témoignent qui contribuent à la démoralisation des cheminots comme des autres travailleurs. Les pièges du corporatisme, qui ne peut que limiter la force des grévistes, ont été aussi dénoncés.

A partir de ces leçons tirées de la grève de l'an dernier, la possibilité dès aujourd'hui de se préparer concrètement aux mouvements à venir a été démontrée. Ainsi, plusieurs cheminots ont fait état des contacts qu'ils avaient pris, sur leur secteur d'abord, quelquefois aussi au-delà de l'entreprise, sur la base de ces idées, et de la façon dont ils se sont adressés, même à quelques-uns, à l'ensemble des travailleurs de leur secteur comme de certaines entreprises du privé.

Multiplier ces contacts à tous les niveaux dans la période qui vient, tisser des liens entre les cheminots des différents secteurs, des différentes catégories et aussi avec des travailleurs d'autres corporations, mettre en place un réseau avec la minorité qui dès à présent est consciente que la classe ouvrière tout entière devra passer à l'offensive et qu'il faut se préparer à celle-ci pour qu'elle ne soit cette fois ni vaincue ni trahie : voilà ce qui apparaissait bien être le sentiment et la volonté des présents à cette réunion-débat. Et en montrant que partout de nombreux cheminots ont bien tiré et compris les leçons de leur grève de l'an passé, cette réunion a certainement contribué à renforcer ce sentiment et cette volonté.

Hervé MARTIN

À TOURS:

EDMOND MAIRE CRITIQUÉ PAR DES CHEMINOTS

Edmond Maire est venu à Tours le mardi 3 novembre. Dans l'après-midi, il a débattu avec 250 militants CFDT, actifs et retraités. Ayant été informés du déroulement de cette assemblée par nos correspondants, il nous semble intéressant - bien que ce soit avec retard - de porter à la connaissance de nos lecteurs, un certain nombre des discussions qui s'y sont déroulées.

Edmond Maire, parlant de la *"désyndicalisation"*, l'explique par le fait que les militants syndicaux avaient trop dit que la politique devait tout régler, et que les syndicats ont été identifiés avec la gauche au gouvernement. A plusieurs reprises, il a rappelé que certaines mesures antisociales, que la droite prend, avaient été amorcées sous la gauche. Pour sa part, il souhaiterait que la CFDT ne prenne pas position dans la campagne présidentielle, a-t-il dit.

La première question a été posée par un permanent cheminot, animateur de l'"Union Professionnelle Régionale" de Tours. Il lui a demandé pourquoi il prenait parfois position sur certains sujets en dehors des décisions confédérales, et pourquoi il ne parlait plus de la plateforme confédérale. Maire s'est expliqué sur certaines de ses petites phrases *("les petits boulots", "la grève dépassée", etc.)*. Le principal argument tournait autour de la *"mauvaise interprétation"* par les gens, à cause des médias. Il ajoutait que ces positions-là avaient fait l'objet d'une discussion, et d'un accord de la commission exécutive.

Un cheminot de Vierzon est intervenu pour dire son désaccord sur le fait que Maire soit intervenu pour appeler à la reprise du travail lors de la grève SNCF de l'hiver dernier. Un autre a dit que les cheminots et les militants avaient pris son intervention comme *"un coup d'épée dans le dos"*. Certains cheminots ont applaudi ces deux interventions. Maire a alors expliqué que cet appel avait été voté à la commission exécutive, en présence d'un représentant de la Fédération EDF et de la branche cheminots, et après l'avis des Unions Régionales. *"La grève devenait impopulaire... Il faut savoir terminer une grève". "Ce n'est pas moi qui l'ai dit la première fois, c'est Thorez... Le PC et la CGT n'étaient pas en situation de le dire, la responsabilité nous en incombait. Nous l'avons fait"*.

Il a été coupé plusieurs fois au cours de sa réponse. Un ancien de la CFDT a dit : *"En 1968, notre génération a eu sa grande grève. Les jeunes, il faut comprendre Edmond, ils avaient cette grève, et le secrétaire confédéral leur a dit : il faut arrêter. Ils n'ont pas compris"*. Un jeune est intervenu pour dire : *"Cette grève était partie de la base, c'était à la base de décider si elle l'arrêtait"*. Ce qui reçut l'applaudissement des cheminots.

La politique du secrétaire confédéral n'est donc pas, comme on a pu le voir, automatiquement celle des militants de base de la CFDT. Et il s'en trouve heureusement encore pour le dire, sans mâcher leurs mots.

BANGLADESH

LA DICTATURE D'ERSHAD MENACÉE PAR LES MANIFESTATIONS

Les partis d'opposition du Bangladesh, qui n'utilisaient jusqu'à présent que les possibilités légales que leur laissait le régime, ont appelé la population à des manifestations et à des journées de grève générale. Les deux principaux partis d'opposition, le Parti National du Bangladesh (BNP) et la Ligue du peuple (Ligue Awami), ont invité la population à des manifestations devant le siège de Jatiya, parti du pouvoir.

Le BNP et la ligue Awami n'ont rien de bien différent du Jatiya, même dans leur programme, sinon que leurs leaders sont des civils. D'autres partis, comme le Parti Communiste et le Jammat-E-Islami (islamique), plus "radicaux" contre le régime, se sont joints au mouvement.

La police contre les manifestants à Dacca le 10 novembre. (AFP).

Mardi 10 novembre, des milliers de manifestants à Dacca, la capitale, s'étaient affrontés à la police. Il y eut alors plusieurs morts et une centaine de blessés. Certains manifestants ont utilisé des bombes artisanales. Le mercredi 11 et le jeudi 12 novembre ont été des jours de "hartal", c'est-à-dire que toute l'activité cessait de six heures du matin à quatorze heures (commerces, transports...) paralysant la ville. Dans plusieurs quartiers, des mini-émeutes ont commencé, avec des jeunes qui érigeaient des barricades et des tabassages en retour par les forces de l'ordre. Le général Ershad (président du Bangladesh) a alors fait arrêter les dirigeants de la Ligue Awami et du BNP, ainsi que d'autres personnalités de l'opposition. Bien que le "hartal", les manifestations et les affrontements se soient étendus à toutes les grandes villes, mettant face-à-face les policiers et, paraît-il, des dizaines de milliers de manifestants, le président essayait de faire croire à un fiasco du mouvement.

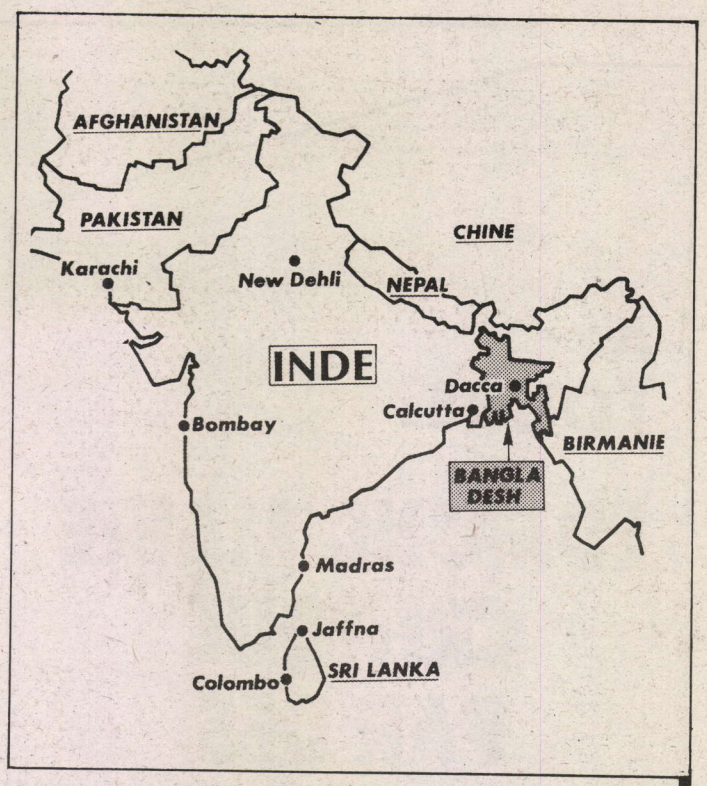
Puis il a dû reconnaître la réalité et a commencé à dénoncer *"l'anarchie"*, tout en donnant l'ordre à ses forces policières et paramilitaires de tirer à vue sur les *"individus commettant des violences"*. Cela s'est traduit par des interventions plus violentes encore des forces de répression, avec de nouveaux morts.

Le pouvoir, pour l'instant, dit contrôler la situation dans la rue. Plus exactement, il "tient la capitale en joue", avec des camions remplis de soldats dans tous les quartiers chauds, mitrailleuses pointées vers les maisons, avec aussi des tabassages pour l'exemple.

Mais le mouvement s'est poursuivi. Lundi 16 novembre, il est entré dans son septième jour. Si les manifestations et affrontements ont diminué à Dacca, ils n'ont pas cessé dans d'autres villes, et il semble que la population accepte les sacrifices qu'impose la poursuite du "hartal". Des milliers de jeunes des quartiers pauvres sont toujours décidés à en découdre avec la police dans des échauffourées : ils incendient des voitures et des bâtiments, lancent parfois une bombe sur un camion de policiers.

Ce que montre cette semaine agitée, c'est qu'il se déroule dans ce pays très pauvre une épreuve de force violente, au cours de laquelle certaines parties de la population au moins en sont venues à s'opposer au

L'INDÉPENDANCE EMPOISONNÉE



Le Bangladesh se situe au Nord-Est de l'Inde. Du point de vue de la géographie, de la culture... il en fait d'ailleurs partie. Ce pays surpeuplé compte 100 millions d'habitants sur une surface quatre fois plus petite que celle de la France. Ce n'est qu'un immense delta, le débouché de deux grands fleuves dans la mer : le Gange et le Brahmapoutre. On l'appelle parfois le pays-éponge : une alternance de terres, de marécages et d'eau. Vu le manque de moyens de toutes sortes, la population est victime de catastrophes incessantes : les inondations font des dizaines de milliers de morts, les vieux ferries qui traversent les bras des fleuves coulent souvent avec des centaines de passagers...

Le colonialisme anglais avait déjà surexploité cette région et drainé ses quelques richesses et capitaux vers Calcutta. (Le Bangladesh actuel faisait alors partie de l'Inde).

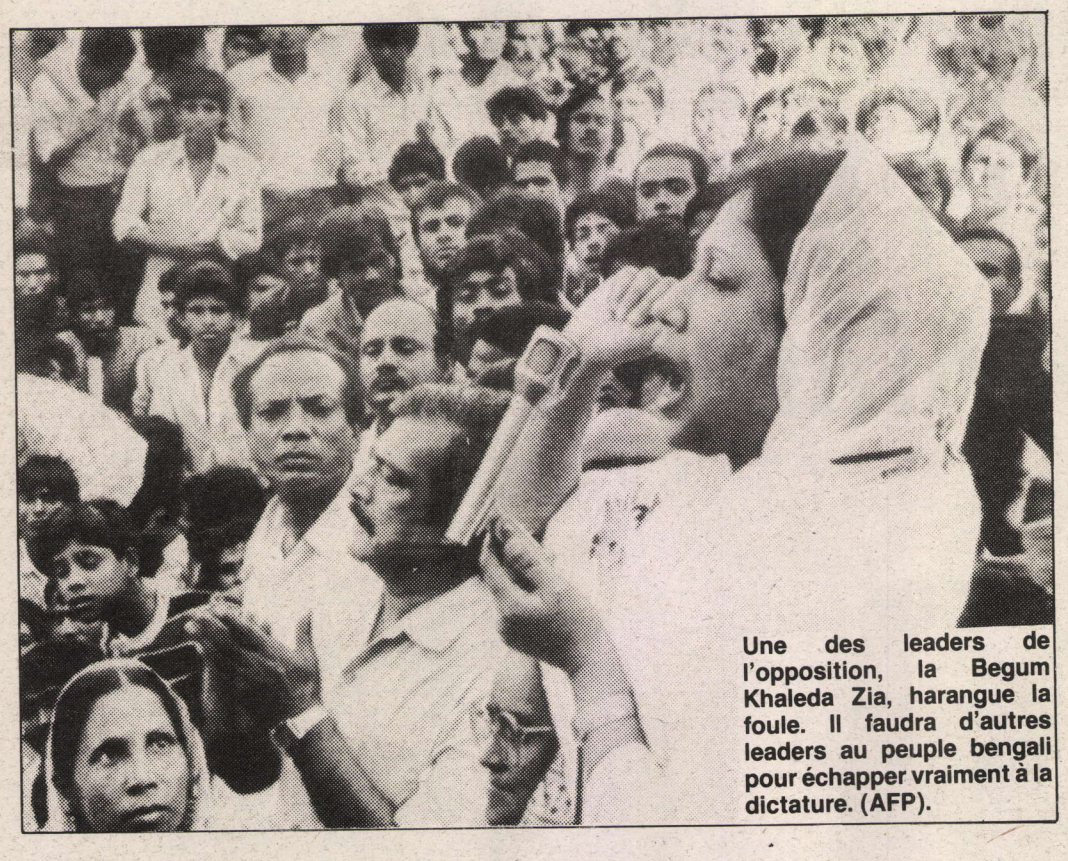
Lorsqu'en 1947 l'impérialisme anglais fut, de fait, contraint d'accorder son indépendance à l'Inde, il laissa comme cadeau empoisonné aux peuples de cette région du monde, la partition entre Etats musulman et hindou, entre le Pakistan d'une part et l'Inde d'autre part.

Lors de cette division de l'Inde en 1947, les ligues religieuses de cette contrée qu'on appelait alors le Bengale, peuplée en majorité de musulmans, ont obtenu leur rattachement au Pakistan occidental, pourtant éloigné de 2 000 km. Mais de 1947 à 1971, le gouvernement pakistanais a traité le Bengale dit "Pakistan oriental", comme une colonie. L'indépendance, en 1971, n'a été obtenue qu'après une guerre sanglante contre l'armée pakistanaise, avec des massacres de Bengalis. Le régime du fondateur de ce qui s'appelait désormais le Bangladesh, M.U. Rahman, se voulait progressiste. Mais avec la misère et l'insatisfaction qui s'aggravaient, c'est devenu un régime de plus en plus autoritaire.

En 1975, Rahman a été renversé et assassiné. Depuis, les coups d'Etat se sont succédé, avec toutes sortes de généraux au pouvoir. A chaque fois, cela ne changeait pas grand-chose pour la population, misérable de toutes les manières. Mais il y avait des périodes très dures de loi martiale. L'étau s'est un peu desserré vers 1977-79 ; 29 partis politiques ont été plus ou moins reconnus. Le président actuel, le général Ershad, est arrivé au pouvoir en 1982. Après son coup d'Etat, il a pourchassé les opposants sous couvert de lutte contre la corruption, et a continué grosso modo la politique de ses prédécesseurs. Ces dernières années, il tente d'acquérir une légitimité en assouplissant un peu la dictature : en 1986, il a organisé des élections législatives et rétabli certaines libertés politiques.

Mais comme la situation ne s'améliore pas, le gouvernement a bien plus de raisons d'être contesté par tous qu'apprécié.

F.G.



Une des leaders de l'opposition, la Begum Khaleda Zia, harangue la foule. Il faudra d'autres leaders au peuple bengali pour échapper vraiment à la dictature. (AFP).

gouvernement par des révoltes ouvertes.

* * *

Aux seules informations de la presse française, il est difficile de savoir quelle part réelle y prend la classe ouvrière. Dans un pays aussi sous-développé, la "cessation d'activité" (le hartal) dans les villes peut être le fait surtout de fractions de la petite-bourgeoisie et de travailleurs isolés : petits commerçants, taxis, "cyclo-pousses"... Elle peut être en partie imposée aussi par des pauvres sans travail, masses marginalisées. Qu'en est-il dans les campagnes où vit l'immense majorité de la population (plus de 80%), des pauvres, des travailleurs ? Les affrontements avec la police sont-ils le fait surtout de militants organisés, appuyés par des jeunes sous-prolétaires, ou bien de fractions entières de la population travailleuse ?

Tout ce qu'on peut souhaiter, c'est que dans l'épreuve de force qui est aujourd'hui engagée contre le pouvoir en place, les travailleurs et toute la population pauvre du Bangladesh trouvent en leur sein des dirigeants qui les représentent vraiment, afin de conquérir des positions qui leur permettront de défendre leurs propres intérêts, sans se contenter d'avoir laissé des morts pour permettre l'ascension au pouvoir de dirigeants semblables à tous ceux qu'ils ont subis jusque-là.

Frédéric GESROL

L'AFRIQUE DU SUD FRANCHIT UN NOUVEAU PAS EN ANGOLA

L'Afrique du Sud vient de lever un secret de polichinelle vieux de douze ans, à propos de sa participation à la guerre civile qui ravage l'Angola, pays avec qui elle partage une frontière.

Cela fait douze ans en effet que le gouvernement de l'Angola, qui se réclame de l'anti-impérialisme, est confronté à une guérilla réactionnaire, l'UNITA. L'UNITA est soutenue, encadrée et armée par l'Afrique du Sud, et accessoirement par les autres Occidentaux. Comme le dit lui-même le général Savimbi, chef de l'UNITA, il a *"des amis en France, en Afrique, et dans les pays arabes."*

Jusque-là, l'Afrique du Sud n'avait jamais reconnu officiellement sa participation à la guerre. Elle prétendait exercer simplement un *"droit de poursuite"* contre la résistance noire armée en Afrique du Sud même, cette résistance noire retournant après ses actions dans ses bases situées en Angola.

Le gouvernement de Pretoria dissimulait ainsi — bien mal, il est vrai — ses agressions contre le régime de l'Angola derrière les nécessités de la défense contre ses propres rebelles.

Mais depuis une semaine, depuis précisément que l'UNITA a repoussé une offensive du gouvernement angolais, l'Afrique du Sud ne se cache plus de sa participation active. Son état-major a publié un communiqué indiquant que son armée avait pris part aux combats.

Ce communiqué a d'ailleurs surpris le "nationaliste" Savimbi, qui n'en avait visiblement pas été informé ; la victoire de ses "propres" troupes a été annoncée par Pretoria avant même qu'il ne puisse le faire !

Et l'Afrique du Sud d'en rajouter : on a appris par la suite que son président, Botha, ainsi que plusieurs ministres et parlementaires, avaient effectué une revue de leurs troupes pendant la préparation de la bataille.

C'est donc d'une escalade militaire de l'Afrique du Sud contre l'Angola qu'il s'agit.

Du côté des gouvernements occidentaux, pas une protestation, pas une déclaration parlant de rétorsions économiques à l'encontre de l'Afrique du Sud. Silence total. Il faut dire que les mêmes (dont Chirac, à Paris) viennent de recevoir aimablement Pieter Botha dans leurs capitales respectives, le même Botha, bien sûr, leur ayant donné "toutes garanties" sur la libéralisation de son régime d'Apartheid !

Il est vrai que pour leur donner définitivement bonne conscience, Botha a fait un geste symbolique et libéré quelques prisonniers politiques, mais pas tous (un dirigeant de l'ANC, mais pas Mandela !). A croire que la "bonne nouvelle" à usage occidental de la semaine dernière, n'était destinée qu'à payer par avance le silence des Chirac et des Reagan pour l'escalade en Angola aujourd'hui.

Jean RAYNARD

Un pilote angolais prisonnier de l'UNITA (AFP).

MARIE-CHANTAL À LA PLAGE

La femme de Daniel Hechter, le grand couturier parisien, n'a paraît-il pas bien compris les Brésiliens du grand bidonville de la Rocinha, à Rio de Janeiro, qui protestaient en la voyant pratiquer le bronzage intégral, sur une plage, juste en face d'eux (*Le Parisien* du 16 novembre) : *"A Saint-Tropez, ils sont nus sur les plages, et ici ils sont choqués !"* a-t-elle déclaré, stupéfaite, en parlant des Brésiliens, rapporte le journaliste.

Les voyages qu'elle fait aux quatre coins du monde grâce à sa fortune ne lui ont guère ouvert l'esprit ! De la planète, elle ne connaît visiblement que les ghettos dorés des riches, ignorant presque jusqu'à l'existence des neuf dixièmes de l'humanité !

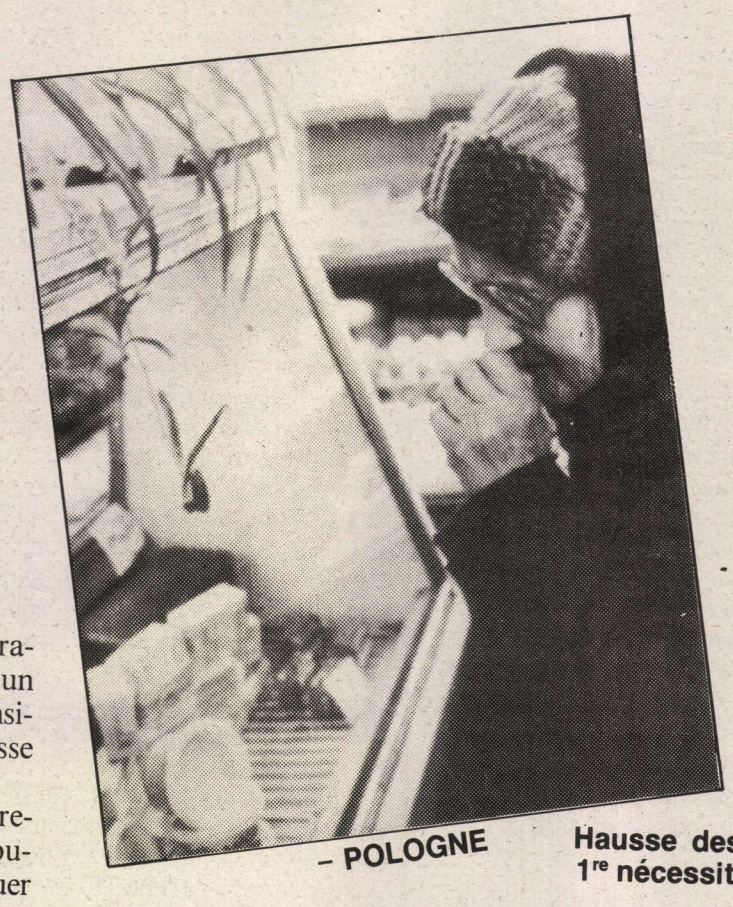
Peut-être aura-t-elle l'occasion d'apprendre un jour qu'il existe non seulement plusieurs sortes de Brésiliens, mais aussi plusieurs sortes de Français ; et qu'à côté de son petit monde des riches, il y a tous ceux qui se font exploiter pour que les gens comme elle puissent exister.

Hausse des prix en Pologne et en Yougoslavie

LA POLITIQUE DU FMI SÉVIT A L'EST COMME A L'OUEST

En Yougoslavie, l'Assemblée nationale fédérale a adopté, dans la nuit du 14 au 15 novembre, une série de mesures entrant en vigueur immédiatement. Gel des prix - mais précédé par une hausse, le 15 novembre, quasi-générale : 30 à 69 % pour les produits de première nécessité (pain, sucre, huile, lait, etc.), hausses comparables pour l'électricité, l'essence, les services postaux et les transports... Et pour les salaires, c'est le contraire : un "gel" qui est en fait une baisse puisque les salaires seront réduits dans "certains" cas...

Ces mesures, le gouvernement yougoslave dirigé par Mikulic les a prises un peu en catastrophe sous la pression du Fonds monétaire international. Le bruit court même qu'un représentant de cette institution attendait la liste de ces mesures dans un hôtel de la capitale, Belgrade.



– POLOGNE

– YOUGOSLAVIE

Hausse des produits de 1re nécessité (AFP).

En effet, la Yougoslavie est endettée auprès des banques occidentales : sa dette extérieure est de 20 milliards de dollars, et 40 % des exportations en 1985 étaient consacrées à son remboursement. Pour pouvoir continuer de remplir les coffres-forts des banquiers occidentaux, le gouvernement yougoslave veut augmenter la productivité de l'économie, ce qui signifie, à défaut de pouvoir investir, augmenter l'exploitation des travailleurs et réduire leurs revenus.

Les travailleurs yougoslaves vivent déjà dans des conditions difficiles : il y a actuellement un million de chômeurs pour une population de 23 millions de personnes, ce qui donne un taux de chômage comparable à celui de la France, mais, à la différence d'ici, ceux qui travaillent sont si mal payés qu'un deuxième emploi est généralement nécessaire pour s'en sortir. Et *Le Figaro* d'expliquer doctement qu'un *"assainissement de l'économie"* exigerait un million de chômeurs supplémentaires... *Le Figaro* ne fait que l'écho des intentions du FMI, répercutées par le gouvernement yougoslave. Cet "assainissement" se traduirait donc par un appauvrissement considérable de la classe ouvrière.

Ce n'est pas la première tentative de ce gouvernement de s'attaquer directement à sa classe ouvrière. La dernière tentative remonte à quelques mois : fin février 1987, le même gouvernement prenait le même type de mesures... et devait en partie reculer face à la vague de grèves qui suivit. La classe ouvrière a donc réagi pour ne pas se voir plonger dans une pauvreté accrue, et la précédente confrontation a tourné en partie à l'avantage des travailleurs, dans la mesure où le gouvernement a été contraint de renoncer en partie au blocage des salaires et aux hausses des prix.

Qu'en sera-t-il cette fois-ci ? La combativité de la classe ouvrière yougoslave n'a pas disparu semble-t-il : *Le Figaro* explique que le nombre de grèves ne fait qu'augmenter depuis le début de l'année (plus de 900 cette année). La politique du gouvernement ne restera certainement pas sans réponse des travailleurs.

C'est d'ailleurs ce qu'on a pu vérifier à Skopje, où, selon *Le Monde* du 19 novembre, les travailleurs d'une aciérie de 13 000 salariés en grève ont manifesté à plus de 3 000 devant le Parlement de Macédoine, et obtenu d'un haut responsable, après une heure de manifestation, l'annonce que leurs salaires seront augmentés et alignés sur ceux des autres aciéries du pays.

A terme, il est possible que ce soit l'armée qui se voit chargée de contraindre l'ensemble de la population, et les travailleurs en particulier, à accepter des sacrifices. Déjà, en mars pendant la vague gréviste, on avait entendu certains responsables militaires donner de la voix et menacer les fauteurs de désordre.

Mais il y aurait un gros risque : à vouloir endiguer militairement la vague gréviste, le gouvernement yougoslave pourrait se retrouver confronté à une explosion sociale entraînant toute la classe ouvrière du pays. Et les bourgeois occidentaux eux-mêmes pourraient bien regretter alors les conditions qu'ils imposent à la Yougoslavie !

* *

En Pologne aussi, les rapaces du FMI imposent des restrictions à la population par gouvernement interposé. Le gouvernement du général Jaruzelski vient d'annoncer une série de hausses de prix pour début 1988 : le lait, la farine, le sucre augmenteront de 110% environ, le chauffage, l'eau chaude et les loyers autour de 200 %, le charbon et les matières premières de 60 %...

Le gouvernement polonais n'a pas attendu les résultats du référendum du 29 novembre pour prendre sa décision. Le porte-parole du gouvernement a même précisé : si les Polonais manifestent leur refus des "réformes économiques", c'est-à-dire des hausses des prix, *"je ne promets pas que nous reviendrons dessus"*. Comprenez qu'elles seront maintenues quel que soit le résultat du référendum... On sait donc à quoi s'en tenir.

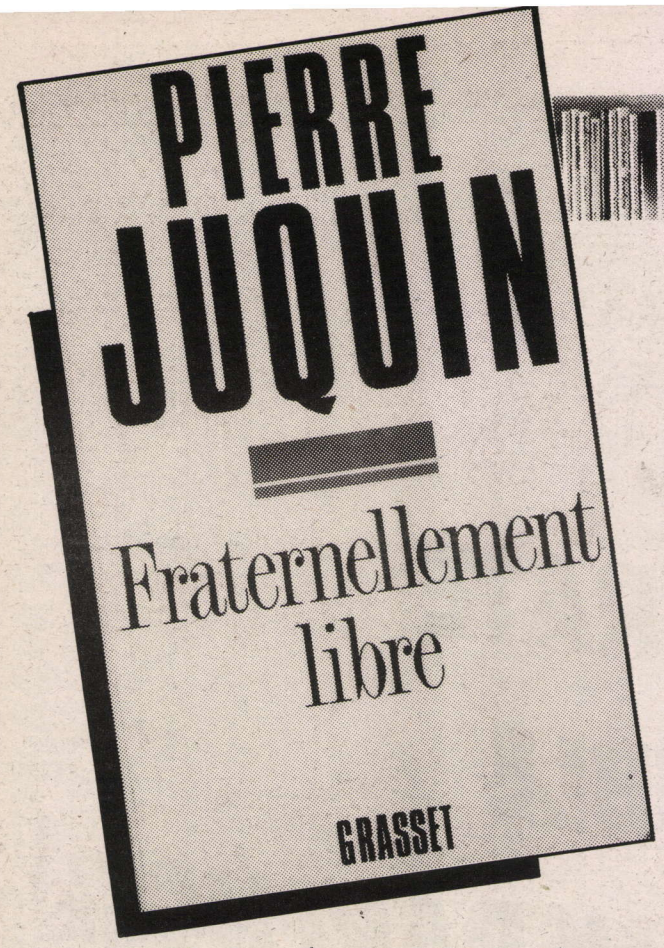
Quant à la portée du référendum concernant la libéralisation du régime, la police polonaise vient d'apporter un premier élément de réponse : elle a interrompu la réunion constitutive d'un nouveau parti d'opposition, le Parti Socialiste Polonais (PPS), qui se propose de lutter pour le pluralisme syndical et politique, pour la "renaissance" de Solidarité !

Marc REMY

ROUMANIE : DES TRAVAILLEURS CONTRE LA DICTATURE

"Nous voulons du pain", *"A bas le dictateur"*, *"A bas les scélérats"*. C'est à ces cris qu'un millier d'ouvriers de l'usine *"Steagul Rosu"* (l'Etendard Rouge) de Brajov, en Roumanie, auraient défilé dimanche 15 novembre dans les rues de la ville. Selon le journal *"Le Matin"* qui rapporte ces faits, ils auraient été alors rejoints par plusieurs milliers d'autres manifestants. Des bâtiments officiels auraient été saccagés.

Les informations sont rares sur ce qui se passe vraiment dans la Roumanie de Ceaucescu. Mais il semble bien que ce ne soit pas la première fois que de telles révoltes ouvrières s'y produisent. C'est en tout cas la seule voie que ce régime dit "socialiste" laisse aux travailleurs.



Juquin s'explique : FRATERNELLEMENT... ENTRE DEUX CHAISES

Le dernier livre de Pierre Juquin, *Fraternellement libre,* est paru il y a quelques semaines.

Il est constitué d'un recueil de lettres imaginaires adressées *"à un chômeur qui écoute les concerts de rock"*, à *"Jean-Jacques Rousseau"*... à une *"député verte, à Bonn"*, à *"Fidel Castro (avec post scriptum à Miles Davis)"*,... à *"Gorbatchev (avec post scriptum à Walesa)"*,... à *"Jean-Marie Tjibaou et au cuisinier de Jules César"*, à *"Coluche au paradis"*, un peu à tout le monde, aux vivants comme aux morts, y compris *"aux hommes"* en général à qui il adresse la lettre *"d'un homme qui s'interroge"*... sur la condition féminine.

Pour chaque lettre, une épigraphe : de Rimbaud... Charles Trenet, ou Shakespeare (*"Quel chef-d'œuvre que l'homme"*, Hamlet), du sociologue Edgar Morin,... d'une secrétaire CGT de coopérative ouvrière, d'une écolière anglaise,... de Robert Desnos, et bien sûr de Prévert, qui s'imposait dans un tel inventaire.

Visiblement, Juquin, qui a du mal à se situer clairement sur le plan politique, fidèle à son tempérament, n'a pas tout à fait choisi entre l'essai politique et l'essai littéraire. Son livre est bourré d'allusions littéraires ou philosophiques, sans oublier les chanteurs de variété.

Soyons justes, Juquin se sert aussi de références marxistes, et rien de ce qui est humain ne lui est étranger : avant toute chose, bien sûr, la jeunesse (qui à la fin de 1986 *"a répondu à tous"*), ensuite la paix et le désarmement, le féminisme, la démocratie économique, le *"rapport de l'individu au travail"*, les droits de l'homme, le Tiers Monde, le racisme et l'anti-racisme, les jeunes drogués... sans oublier l'avenir de la vie, et le *"besoin d'idées neuves"*... Il n'y aura pas de jaloux. On trouve tout, dans cette Samaritaine de la gauche auto-gestionnaire et pacifiste, avec un langage qui se voudrait remis à la mode du jour puique Juquin voudrait, dit-il, *"que nous sachions faire le travail de Marx avec les mots des potes"* (p. 254).

Voilà pour le style.

Et sur le fond : Juquin sort-il sur la gauche, ou sur la droite du PCF ? Question oiseuse sans doute. Juquin se situe *"au-delà"* (*"dépasser"* le capitalisme, être *"au-delà"* du mouvement ouvrier actuel, sont des termes qu'il affectionne).

Lui, Juquin, est avant tout *"progressiste"*. Il ne se définit guère autrement. Toutes les cinq pages, il n'est question que du *"projet progressiste"*, des *"perspectives progressistes"*, des *"progressistes français"* (au nom desquels il interpelle Gorbatchev), des *"valeurs et des objectifs progressistes"*, des femmes à l'égard des progressistes, des progressistes à l'égard des femmes, d'une *"rénovation progressiste"* (mieux vaut dire les choses deux fois qu'une), et enfin, surtout, *"du vrai débat entre progressistes et sociaux-démocrates"*, lequel, lorsqu'il aborde le terrain politique, semble être son débat privilégié.

Pas vraiment en France, pour l'instant, hélas pour lui sans doute, mais presque partout ailleurs. En Grande-Bretagne, par exemple (p.48) où *"le Parti Travailliste (...) est divisé entre une "aile droite" et une "aile gauche", qui avec des leaders comme Tony Benn ou Eric Heffer pose de nombreux problèmes en des termes qui évoquent souvent certains aspects du combat des rénovateurs communistes en France"*. Même chose en Suède, où *"des recherches sont en cours au sein du Parti Social-Démocrate sur la crise économique..."*. Même chose en Allemagne fédérale, où, à l'intérieur du SPD, *"une vaste discussion se déroule depuis plusieurs années..."*. *Quant au socialisme français, où en est-il ? Où en sera-t-il en 1988 ? Et si la crise en train de liquider le PCF préfigurait une crise du PS ? Si l'après-mitterrandisme, l'après rocardisme, l'après Chevènement étaient déjà en gestation, quel que soit le résultat de la prochaine élection présidentielle..."*.

Bref, sans le dire tout à fait (mais Juquin ne dit jamais rien tout à fait), il laisse comprendre que les rénovateurs français, pourraient bien devenir sinon "la gauche" du PS (il évite le terme), mais *"l'après-mitterrandisme, rocardisme, etc..."*.

Par ailleurs, Juquin est antiraciste bien sûr. Il le dit vigoureusement. Il est aussi pacifiste. Là, il insiste, car il a une idée, presque un programme : *"Il est urgent que les progressistes* (toujours eux) *mettent les points sur les i. Pourquoi ne lanceraient-ils pas un mouvement "S.O.S armes nucléaires" ?* Et là aussi de donner comme références les déclarations pro-désarmement nucléaire des travaillistes anglais, des sociaux-démocrates allemands, belges, suédois... avec, comme argument ultime, l'exemple du Japon : *"Regardez le Japon, déchargé, lui, d'un fardeau militaire. Stopper la course aux armements, commencer la désescalade, c'est peut-être une façon de gagner, à moyen et long termes, la bataille de l'économie"* (il serait intéressant de savoir ce que disent ou diraient les rénovateurs japonais sur la façon qu'a le capitalisme japonais de "gagner" la bataille de l'économie...).

Pour le reste, Juquin se contente généralement d'ouvrir le débat. Le chômage et l'emploi ? *"La question est exceptionnellement rude et complexe. Démagogie et bricolage n'en viendront pas à bout."* (p. 173). Pour un peu, on aimerait que Rocard et Juquin signent le même livre...

La solution, si tant est qu'il en voie une, tient en deux mots : *"l'économie alternative"*. Pour montrer de quoi il s'agit, là encore, il ouvre le débat, en donnant un exemple : la gestion coopérative d'entreprises non-rentables sous l'égide des travaillistes, toujours eux, en Angleterre, qui à Londres, *"ont ainsi créé 208 entreprises et 4000 emplois nouveaux"*. *"Les gens commencent à s'attaquer au chômage avec créativité"*, commente Juquin.

La lutte de classe, l'offensive de la bourgeoisie, une éventuelle contre-offensive de la classe ouvrière, autant de notions qui à l'évidence ne font pas partie de l'univers mental de Juquin quand il s'agit de s'attaquer au problème de l'emploi et du chômage ou de la protection sociale. Par contre, en France même, il voit une ébauche de cette économie alternative, digne d'être débattue là aussi, dans *"les cercles de qualité"* (p.196) : *"On demande aux OS de faire des tableaux de bord pour avoir une idée de la marche générale de l'usine. Quelque chose se joue là : le rapport de l'individu avec son travail. Les "cercles de qualité" de Péchiney et d'autres groupes ne sont pas que des gadgets... Bien sûr, beaucoup de ces organes tournent autour de micro-débats, tandis que l'essentiel est décidé ailleurs. Bien sûr, l'intégration des salariés est visée. Mais pas seulement. Il y va aussi du statut du travail dans la production et les services. Si le patronat a pris des initiatives risquées, c'est parce que le mouvement social lui a forcé la main..."*. Pour Juquin, c'est là que se joue ce qu'il appelle la *"démocratie économique"* qui permettra la constitution d'une *"nouvelle classe ouvrière élargie"*. Tout cela *"suppose en France, un changement profond de la culture ouvrière"*. Et ce que vise Juquin (p.199), c'est *"un pouvoir d'autogouvernement des salariés"* garde bien de dire associés avec qui et contre qui.

Eloge des expédients contre le chômage patronnés par les travaillistes anglais des cercles de qualité à la française, du système de production japonais, dans *Fraternellement libre,* Juquin semble s'être définitivement libéré de toutes les traditions de lutte de classe du mouvement ouvrier. Et quand il ne philosophe pas sur sa société et l'économie "alternative" (pas très éloignées des "nouvelle société" de Chaban Delmas et de bien d'autres), Juquin continue de poser ses éternelles questions sans réponse, en posant toutefois toujours les mêmes questions : *"Faut-il conclure des alliances ? Et lesquelles ? Aller au gouvernement ? Et dans quelles conditions ? Ces questions sont importantes. Débattons-en au grand jour à mesure qu'elles se posent"*.

Poser la question des conditions pour aller au gouvernement supprime en quelque sorte le point d'interrogation de la question précédente. Décidément participation gouvernementale, quand tu nous tiens. Ou plutôt, quand tu tiens fraternellement les fraîchement libérés du PCF...

M.B.

LA MORT DE JEAN MAITRON

Jean Maitron est mort lundi 16 novembre, à l'âge de 77 ans.

Fils d'instituteur, devenu enseignant lui-même, il avait été membre du PCF avant la guerre. Le Pacte germano-soviétique l'amena à rompre avec lui et avec l'activité politique. Mais il resta engagé aux côtés du mouvement ouvrier, à sa manière : il consacra une grande partie de sa vie à une œuvre considérable : le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, *dont 29 volumes ont été publiés à ce jour (aux Editions ouvrières).*

Ce n'était sans doute pas le genre d'historien que les mandarins universitaires aiment spécialement à couvrir de leurs lauriers. Mais, pour nous, il n'empêche que l'énorme et minutieux travail que représente la reconstitution des biographies de plus de cent mille hommes et femmes témoigne de la profonde fidélité de Jean Maitron envers la mémoire de ceux qui ont contribué à faire le mouvement ouvrier français, et dont il voulait qu'ils ne restent plus tout à fait d'humbles anonymes.

Son œuvre continue, grâce à l'équipe dont il s'était entouré. Le trentième volume doit paraître prochainement.

C. L.G.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire) : 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS À LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par l'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20.000 F, durée cinquante ans - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 15.000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 6499.

Boris Eltsine (AFP)

Les aventures de Boris Eltsine, ci-devant chef du parti à Moscou et présenté jusqu'alors par la presse comme un fidèle soutien de Gorbatchev, donnent la mesure des "changements" de ce que les dirigeants russes présentent comme une ère nouvelle. Ne voilà-t-il pas qu'après avoir perdu son poste de premier secrétaire de la capitale, ainsi qu'un certain nombre d'autres fonctions dans l'appareil, la presse nous dit qu'il serait hospitalisé pour "dépression nerveuse" ? D'ici à ce que ça sente l'internement en hôpital psychiatrique, il n'y a peut-être pas loin.

Pour le moment, il aurait, aux dernières nouvelles, obtenu un poste de consolation de vice-président du Comité d'Etat pour la construction avec rang de ministre.

URSS

LE LIMOGEAGE D'UN BUREAUCRATE JETTE UN TROUBLE DANS LA «TRANSPARENCE»

Après la réunion du Comité de Moscou du 11 novembre qui l'avait destitué, Eltsine avait de quoi tomber réellement malade, si l'on en croit les citations de l'agence Tass reproduites dans le *Monde* du 14 novembre, ainsi que celles de la *Pravda* du 13 novembre rapportées dans le *Monde* du 15-16 novembre.

Gorbatchev reproche à l'intervention d'Eltsine d'avoir été *"politiquement immature, extrêmement embrouillée et contradictoire"*. *"Les tentatives de Boris Eltsine... ont provoqué une réaction particulièrement négative des membres du comité central"*. Gorbatchev a reproché également à Eltsine d'avoir *"placé ses propres ambitions au-dessus des intérêts du parti"*. Et après le chef, les interventions se sont succédé pour fustiger Eltsine pour son *"aventurisme politique"*, son *"manque de tact et de respect envers les cadres"*, ses *"déclarations gauchistes et ultra-radicales"*. Il est accusé d'avoir porté *"un coup dans le dos du parti"*, etc. *"Vous n'aimez ni Moscou, ni les Moscovites"* lui a dit le premier secrétaire d'arrondissement. *"Travailler avec Boris Nikolaïevitch, c'est une torture"*, a dit le chef du service des cadres du parti à Moscou. *"Le camarade Eltsine a remplacé 22 secrétaires d'arrondissement. Il s'agissait parfois d'un simple règlement de compte"*, a dit le responsable de l'enseignement professionnel à Moscou. *"On a l'impression que vous éprouviez une certaine jouissance quand on écartait par de telles méthodes des gens qui voulaient sincèrement travailler"*, a dit un professeur qui fut pendant onze ans secrétaire d'arrondissement. *"Le nom du premier secrétaire de la ville de Moscou est utilisé aujourd'hui par des éléments douteux qui essaient d'opposer Moscou et le comité central"*, a dit le deuxième secrétaire du comité de ville.

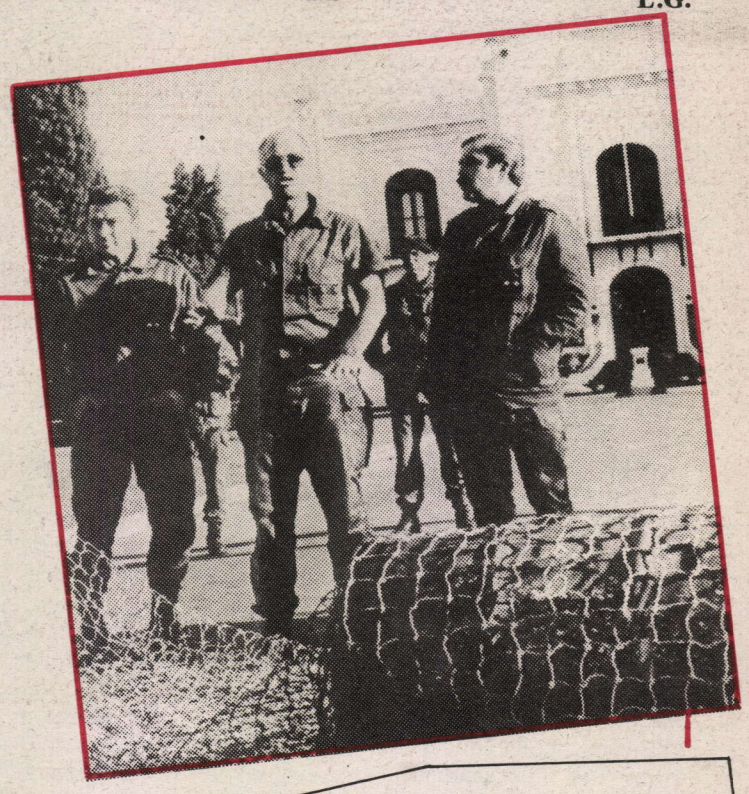
Pas une voix ne se serait élevée, si l'on en croit les comptes rendus, pour défendre celui qui, quelques jours auparavant encore, brillait de mille feux au sein de cette bureaucratie à qui il suscitait mille craintes. Que voulez-vous alors que Boris Eltsine fît ? Son autocritique ? Bonne réponse.

Après avoir affirmé son attachement à *"la ligne du parti"*, Boris Eltsine a avoué que : *"Depuis le début de cette année"*, il a *"commencé à (se) rendre compte qu'(il) travaillait mal"*. Et d'ajouter : *"L'ambition, qui est un des principaux traits de mon caractère, s'est manifestée ces derniers temps (...). J'ai essayé de lutter contre elle, mais malheureusement en vain"*. *"Je me sens fort coupable envers l'organisation du parti (...) et certainement je me sens très coupable envers Mikhaïl Gorbatchev qui bénéficie d'un si grand prestige au sein de notre organisation et dans le monde entier"*...

Curée sur la victime expiatoire, autoflagellation de celle-ci, et de surcroît étalage de flagornerie envers le chef des chefs, qui dit encore qu'il y a quelque chose de changé en URSS avec la "glasnost" et la "perestroïka" ?

Certes, Boris Eltsine n'a pas — du moins pour le moment — droit à l'exil en Sibérie ou à la balle dans la nuque dans les caves de la police politique, comme sous Staline. Mais quand la bureaucratie règle les comptes en son sein, il est transparent que, de Staline à Gorbatchev, c'est par les mêmes méthodes. Et il est tout aussi transparent que pas plus aujourd'hui qu'hier, la classe ouvrière russe n'a son mot à dire dans les choix des dirigeants du pays.

L.G.


Des militaires révoltés contre Alfonsin en avril 1987. Mais ses fidèles ne sont pas beaucoup plus sûrs... (AFP)

Argentine

DES BAS-FONDS AUX SOMMETS DE L'ÉTAT, EN PASSANT PAR LE «MILIEU»

Une affaire crapuleuse de "droit commun" est en train, en Argentine, de mettre en cause l'appareil de l'Etat et de secouer le régime du président Alfonsin.

Cette affaire a des origines lointaines. En 1979, à l'époque de la dictature, Osvaldo Sivak, un industriel juif, était enlevé par des gangsters en vue d'obtenir une rançon. Par chance, pour lui, au moment de la remise de la rançon, deux des ravisseurs étaient capturés, et il s'avéra que c'étaient des policiers. Sivak s'en tira, mais la justice ne donna pas suite.

Parmi les forces de répression, la dictature utilisait des truands, des voyous, des gangsters dont certains d'ailleurs ont continué leur carrière directement dans l'armée ou la police. Ces délinquants qui effectuaient une partie des basses besognes du régime, tortures et assassinats, avaient plus ou moins le droit à l'impunité lorsqu'ils "travaillaient" pour leur propre compte. Les enlèvements pour obtenir des rançons étaient particulièrement développés à cette époque, et se mêlaient aux enlèvements politiques. C'étaient les mêmes forces para policières ou paramilitaires qui pratiquaient les deux.

Alfonsin, on le sait, après la chute de la dictature, a fait condamner quelques généraux, mais a absous l'ensemble des forces armées, et s'est bien gardé de changer les hommes. Les truands sont donc toujours en place sous l'uniforme.

En 1985, Osvaldo Sivak fut à nouveau enlevé ! Sa famille versa une rançon de plus d'un million de dollars. Mais Sivak ne réapparut jamais plus. On apprit par la suite qu'il était mort. Sa femme s'adressa directement au président Alfonsin, lequel demanda à son ministre de l'Intérieur de s'occuper de l'affaire. Sivak n'était pas n'importe qui !

Le ministre recommanda trois enquêteurs travaillant au ministère de la Défense. Les enquêteurs se mirent sur l'affaire et commencèrent par réclamer 275 000 dollars à Mme Sivak car il fallait, disaient-ils, acheter certains renseignements...

Le plus incroyable peut-être, c'est que cette affaire se soit terminée par l'arrestation des coupables. Le responsable de l'enlèvement de Sivak n'était autre qu'un ancien inspecteur de la police fédérale - que Sivak avait d'ailleurs un moment embauché comme garde du corps ! - et les enquêteurs étaient aussi des crapules qui profitaient des circonstances, pour se faire un peu d'argent de poche...

Cela dit, si la situation argentine semble atteindre des sommets dans ce domaine, dans tous les pays du monde, à des degrés variables, sans doute, les forces de répression emploient des indics, des truands, des aventuriers, des crapules. C'est le métier qui veut cela : ce n'est pas vraiment fait pour les honnêtes gens.

André VICTOR

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995